

Les révoltes au Kurdistan de Turquie (1919-1938)¹

Gilles Dorronsoro, Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Les révoltes qui ont eu lieu dans les régions kurdes de Turquie durant les deux premières décennies de la république (1919-1938) sont d'ampleur variable, mais leur coût financier et diplomatique est considérable pour la jeune république turque. De plus, leur répression a un rôle dans l'évolution autoritaire du régime kémaliste et entraîne une méfiance durable entre la population kurde et l'Etat. Leur interprétation pose une série de questions: pourquoi des révoltes au Kurdistan aussi tardives, alors qu'ailleurs le gouvernement kémaliste est parvenu à asseoir son autorité? Pourquoi la population se révolte-t-elle contre l'Etat? Quel rôle la répression joue-t-elle dans l'éclatement des révoltes et leur évolution? Forment-elles un ensemble ou des événements à expliquer au cas par cas?

Les sources originales sont relativement rares et parfois peu fiables, ce qui favorise les interprétations divergentes. En effet, dans la plupart des cas, il n'y a pas ou peu de témoins extérieurs et les témoignages de nationalistes kurdes ou d'agents de l'Etat, souvent recueillis bien après les événements, ont une évidente dimension apologétique. Loin d'être seulement historique, le débat sur les révoltes kurdes est surdéterminé par les enjeux politiques contemporains. L'interprétation des révoltes des années trente comme héritières de celles du XIX^{ème} siècle et prémisses de celles des années 1970 fait partie d'une stratégie de légitimation du nationalisme kurde. A l'inverse, l'historiographie plus officielle met en avant la manipulation extérieure (britannique)² ou l'«arriération» des Kurdes pour donner des événements une lecture essentiellement infra-politique et, plus récemment, pour labelliser les nationalistes kurdes comme terroristes.

A partir des sources disponibles, quelques grandes catégories sont mobilisées pour expliquer les événements : islam, nationalisme kurde, résistance à la modernisation. Bien que souvent riches et informatives, ces interprétations se heurtent à certaines limites. En premier lieu, l'interprétation religieuse de la révolte de *shaikh* Said (Lewis 1988 : 358) n'explique pas pourquoi les oulémas ne participent à aucune révolte, ce que mentionne d'ailleurs Lewis. De plus, on verra que les *shaikh* impliqués appartiennent au système tribal ; les autres ne se révoltent pas et jamais une confrérie comme telle n'est un acteur de la mobilisation. En particulier, les grandes offensives « laïques » (abolition du califat, fermeture des *tekke*) n'entraînent pas de mobilisation significative.

Une autre interprétation tend à faire de ces révoltes le produit de la réaction des notables confrontés au programme moderniste de l'Etat kémaliste. La résistance à la modernisation serait donc l'élément explicatif central. Cette ligne d'argumentation, outre qu'elle pourrait supposer des notables manipulant une population passive, se heurte au fait que les révoltes n'éclatent pas là où le programme moderniste s'applique. Les révoltes ne mobilisent pas les milieux urbains, ce qui contredit l'idée qu'elles seraient dirigées contre la politique de modernisation/turquisation de l'Etat. En fait, ce dernier a des soutiens en milieu urbain et le régime kémaliste a le plus souvent administré le Kurdistan en composant avec les élites locales, ce qui fragilise cette interprétation.

1 Ce travail a été écrit dans le cadre de l'ANR *De la friction culturelle à l'affrontement armé. Seuils, échelles et modalités de la conflictualité (Turquie, Iran, Pakistan)*. Je remercie Clémence Scalbert pour ses commentaires.

2 La dimension internationale - au sens de manipulation par les puissances impériales - est ici volontairement écartée. Il est aujourd'hui clair que les tentatives très ponctuelles des Britanniques en 1919-20 n'ont pas eu de suite et que la dynamique sociale interne est la vraie question à expliquer.

Les révoltes seraient-elles l'expression du nationalisme kurde ? Cette interprétation fait souvent implicitement l'hypothèse qu'une révolte, parce qu'elle se situe dans un espace kurde, est forcément ethno-nationaliste. Or, si toute mobilisation a une dimension identitaire au sens large, la capacité de mobilisation des organisations nationalistes est faible ou nulle en dehors de milieux très spécifiques. Aucune révolte n'a été initiée par ces organisations. Par ailleurs, le terme de « protonationalisme » ne règle pas la question en raison de son biais téléologique (le sens est donné par ce qui se passera ensuite) (Olson 1991). Enfin, un angle mort est ici particulièrement significatif: l'absence d'attention à ceux qui ne se révoltent pas ou qui soutiennent le gouvernement. Ils sont souvent assis à la place du traître et même les écrits gouvernementaux n'insistent pas sur leur rôle qui cadre peut-être mal avec l'interprétation officielle.

Ces difficultés ont conduit à des modèles explicatifs plus complexes centrés sur les relations entre *shaikh* et nationalistes (Bozarslan 1997, White 2000, Bruinessen 1992, 2000, Olson 1989, 1991). Ainsi, White parle de « manipulation » des *shaikh* par les nationalistes en 1925. De son côté, Bruinessen (2000) insiste sur l'« alliance » entre les modernistes et les *shaikh* qui permet la révolte de 1925. Bozarslan (1991, 1997) distingue deux « matrices » dans les révoltes kurdes de la période kémaliste: traditionnelle et moderniste/nationaliste. Dans un premier temps, et contre la menace du retour des Arméniens et de l'invasion étrangère, les acteurs traditionnels vont appuyer le mouvement kémaliste (phase de libération nationale), alors que l'intelligentsia qui a peu de capacité de mobilisation tente d'imposer l'idée d'un Kurdistan indépendant. Après 1923, la fin de l'alliance entre traditionalistes et kémalistes permet la collaboration entre ces deux acteurs et explique l'éclatement des grandes révoltes kurdes de *shaikh* Said (1925), de l'Ararat (1927-30) et de Dersim (1936-38) qui marqueraient le dépassement des logiques segmentaires par l'intervention des *shaikh* et des groupes d'intellectuels. Il reste que les organisations nationalistes kurdes n'ont pas un rôle significatif dans l'organisation concrète des révoltes (à l'exception partielle de celle de l'Ararat). De plus, la rupture d'une alliance entre kémalistes et « traditionalistes » (*shaikh* et chefs tribaux) après 1923 ne suffit pas à expliquer les révoltes car ceux qui s'opposent au gouvernement n'avaient pas, en règle générale, soutenu de façon active le régime kémaliste.

Ces interprétations semblent se heurter à trois problèmes. Premièrement, la plupart des recherches se concentrent sur les « grandes » révoltes - *shaikh* Said, Ararat, Dersim – pour essayer de reconstruire les rapports entre l'Etat et les régions kurdes. Nous optons pour une stratégie différente en essayant de comprendre la genèse des révoltes comme une série d'évènements qui émergent dans des configurations initiales similaires. En effet, même si un effet d'apprentissage est observable dans le répertoire d'actions étatiques et la mobilisation des nationalistes, les révoltes ont des caractéristiques communes et les innovations sont limitées alors que le succès (temporaire) d'une révolte tient souvent à des éléments accidentels. De ce fait, nous avons adopté une définition large des révoltes kurdes : de 1919 à la fin des années 1930, quand le régime républicain est définitivement stabilisé. Les révoltes d'avant la première guerre mondiale obéissent à des schémas différents (au moins pour le profil social des mobilisateurs et certainement pour les discours). Au total, on trouve mention de 25 révoltes environ, car il peut y avoir quelques différences dans les listes (voir en annexe). Par exemple, l'Etat-major turc compte trois révoltes de l'Ararat, les nationalistes kurdes retiennent souvent un seul mouvement (les troubles durent de 1926 à 1932). Par ailleurs, l'Etat-major retrace des opérations de ratissage dans des districts où il y a des bandits/révoltés, ce qui rend parfois la catégorie 'révolte' ambiguë. Cette approche permet a *contrario* de comprendre ce qui se joue dans la révolte et la formation des coalitions tribales.

Deuxièmement, le critère retenu pour classer et expliquer les révoltes est largement discursif et intentionnel. En premier lieu, il nous semble méthodologiquement douteux de chercher la « vérité » d'une mobilisation dans le projet (parfois variable) de ses leaders. Définir une révolte comme « nationaliste » à partir des motivations « réelles » du leader élimine du champ d'analyse des questions cruciales sur la morphologie de la révolte et les répertoires d'actions. De plus, en dehors de quelques lettres et du

compte-rendu de son interrogatoire par la police, quelles sont les sources qui permettent (par exemple) de reconstituer l'univers mental de *shaikh* Said ? Si certains acteurs produisent des discours construits (souvent écrits), ceux-ci ne sont qu'une dimension parmi d'autres de la production du sens et, autant qu'on puisse le comprendre, du processus de mobilisation. Nos sources dépendent d'eux très largement dans la mesure où les autres n'écrivent pas. De fait, pour beaucoup de révoltes, nous ne connaissons pas les demandes formulées. Pour autant, ces discours reflètent-ils les raisons subjectives des acteurs pour se mobiliser ? Quel est leur impact et *quid* des multiples publics qui l'entendent ? Enfin, si l'observateur peut pointer les contradictions entre les discours et leur incompatibilité théorique éventuelle, les acteurs agissant dans une logique pratique additionnent souvent les discours de légitimation sans se sentir obligés de choisir. Le nationalisme, l'islam et la tribu sont souvent utilisés concurremment comme légitimation dans des contextes différents. Les chefs tribaux, qui sont des acteurs politiques, peuvent utiliser (ou laisser utiliser) un discours nationaliste ou religieux sans renoncer à la légitimité tribale qui fonde leur influence³. Les discours universalistes (islam, nationalisme) peuvent faire l'objet d'utilisations stratégiques multiples, de la rupture avec l'Etat au prélude à des négociations. Faire entrer une révolte dans une catégorie simple (nationaliste, religieuse, tribale) sur la base des discours de légitimation devient alors largement illusoire. En second lieu, les catégories « *shaikh* », « chef tribal », « intellectuel nationaliste » sont plus floues qu'il n'y paraît, ce qui relativise l'idée qu'ils représenteraient des groupes très construits et qu'on pourrait définir la révolte à partir de son leader, sur le principe qu'une révolte « est » religieuse parce que son leader est un *shaikh*. *Les profils sociaux des mobilisateurs sont complexes et ne se réduisent pas à une position ou un statut*. Ces derniers sont multipositionnés, leurs capitaux sont multiples et, sous certaines conditions, transformables d'un champ à l'autre. Un *shaikh* peut aussi avoir une autorité sur un clan semblable à celle d'un chef tribal, posséder un capital économique accumulé en raison de son statut religieux et appartenir à une organisation nationaliste kurde. Un intellectuel nationaliste kurde peut être un *shaikh* et être lié au monde tribal par ses liens familiaux. Une organisation nationaliste comme Hoybun est largement constituée de chefs tribaux, de *shaikh* et de grands notables. Pour mobiliser, ses leaders sont amenés à faire jouer l'ensemble de leurs ressources, ce qui est facilité par une situation non routinière où les frontières entre secteurs sociaux tendent à se brouiller.

Enfin, les concepts de cadre d'interprétation, de répertoire d'action ou de structure des opportunités politiques – en d'autres termes, les apports essentiels de la théorie des mobilisations – ne sont pas utilisés de façon systématique. Ces concepts permettent en particulier de sortir d'un récit naturel des événements pour poser des questions plus systématiques qui permettent la comparaison. Ainsi, pour éviter d'être prisonnier de catégories trop synthétiques – révoltes 'nationaliste', 'religieuse', 'réactionnaire' -, différentes dimensions des révoltes peuvent être distinguées : modalités et répertoire d'action, processus de mobilisations, cadres de référence. Cette approche permet, par exemple, de repérer la coexistence dans la même révolte entre un mot d'ordre nationaliste, un répertoire d'actions hérité de l'empire ottoman et une mobilisation qui ne dépasse pas le cadre d'une tribu. Loin d'être minimisées, ces « contradictions » doivent être au cœur de l'explication car elle éclairent les mécanismes sociaux à l'œuvre. Des parallèles peuvent alors être tracés avec la révolte des Kurdes d'Irak ou celles des nationalistes baloutches, où l'on observe le même décalage entre des discours nationalistes - ou marxistes à certains moments - et la nature tribale du leadership. La labellisation des événements autour des catégories « nationaliste » « réactionnaire », « tribal » devient alors un objectif secondaire.

Deux éléments apparaissent alors. Premièrement, les révoltes apparaissent d'abord comme tribales et réactives, ce qui dessine une carte sociale et géographique remarquablement cohérente : des

3 En Irak, la famille Barzani qui a joué un rôle dominant dans les mobilisations kurdes depuis des décennies cumule les ressources (charismatique religieuse, partisane, tribale). *Shaikh* Said peut être lu comme une tentative (ratée) dans le même sens.

territoires ruraux, difficiles d'accès et tribalisées. Les modalités de la révolte sont, initialement, héritées de l'empire ottoman et correspondent à un refus du retour ou de la pénétration de l'Etat. Les leaders qui mobilisent les tribus sont pour l'essentiel des notables marginalisés dans le nouvel ordre social (*shaikh*, milices tribales). Deuxièmement, les *shaikh* sont indispensables pour former une coalition de tribus, mais les révoltes ne s'étendent pas de façon significative au-delà des alliances initiales (sauf militairement, pour quelques semaines en 1925). Troisièmement, les discours nationalistes ne mobilisent pas directement les tribus, car il est en décalage avec les possibilités objectives et la socialisation des mobilisés, au point qu'on peut s'interroger sur sa capacité à donner du sens aux mobilisations. Pourtant, il détermine l'interprétation que fait le régime kémaliste de celles-ci et donc les formes de la répression, ce qui définit un nouveau répertoire d'action. La définition des situations se fait finalement plus en commun avec les institutions étatiques (qui partagent les mêmes catégories politiques) qu'avec les populations mobilisées. Le discours nationaliste est compris (et combattu) par les institutions étatiques, et qu'il produit en ce sens des effets très concrets, alors que son rôle dans la mobilisation des populations rurales est probablement assez faible.

Politiques étatiques et intérêts en jeu

Quel est le contexte politique dans lequel s'inscrivent les révoltes ? La menace arménienne (perçue) explique en partie l'absence de révolte significative jusqu'en 1923 et le décalage temporel avec les autres révoltes en Turquie. Par ailleurs, les institutions étatiques, notamment l'armée et la police, sont encore peu présentes jusqu'à la phase de militarisation des années trente, ce qui facilite les révoltes dans les régions périphériques. Enfin, la révolution kémaliste touche les villes en priorité, mais frappe aussi les intérêts de quelques groupes clients d'Abdülhamit. Ce contexte est difficile à interpréter pour les acteurs, qui perçoivent la situation comme encore fluide avec la possibilité de nouveaux arrangements politiques et vivent dans le souvenir des massacres de 1915 contre les Arméniens.

Quelle est la place des Kurdes dans l'arrangement politique qui se dessine progressivement après 1919 ? Les demandes arméniennes, bien reçues à Paris, entraînent une mobilisation autour de la Vilayat-ı Şarkıyı Müdafaa-i Hukuk-ı Milliye Cemiyeti (Société pour la défense des droits nationaux des provinces de l'Est). A ce moment, d'un point de vue idéologique, le mouvement national se caractérise surtout négativement, par le refus de l'occupation étrangère, ce qui est la condition d'une mobilisation large. C'est le moment où Mustafa Kemal (Atatürk) propose une alliance aux notables Kurdes contre l'occupant et, plus particulièrement, contre la menace d'un retour des Arméniens (Mango 1999). Des discussions, en présence de Mustafa Kemal, ont lieu sur l'autonomie (*bir tür yerel özerlik*) à donner aux Kurdes, notamment le 16-17 janvier 1923⁴. Avant l'adoption de la Constitution d'avril 1924, la question de l'autonomie se pose à nouveau lors d'une session de l'Assemblée Nationale le 10 février 1922. Une première version de la Constitution prévoit d'ailleurs une autonomie pour les Kurdes. A ce moment, sur les 437 députés de l'Assemblée probablement 72 sont Kurdes⁵ et 64 d'entre eux refusent le projet car il ne leur donne pas assez d'autonomie. Le vote du projet est remis et il ne sera jamais rediscuté (Olson 1996 : 221)⁶, mais la menace arménienne empêche les mobilisations contre l'Etat.

4 Voir 2000'e Doğru, 6 novembre, n° 46, 1988.

5 Frey, Frederick W., *The Turkish Political Elites*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1965 ; Dersimi, Nuri, *Kürdistan Tarihinde Dersim*, Aleppo, Anı Matbaası, 1952, pp. 120, 127 ; Bruinessen, Ağa...p. 445 fn. 37.

6 Voir aussi Ali, Othman, « The Kurds and Lausanne Peace Negotiations », *Middle Eastern Studies*, 33: 3, July, 1997. Pour le rôle des Kurdes dans le passage d'un discours politique à un autre (islam contre turcité), voir Tekin Alp, *Türkleştirme*, Istanbul, Resimli Ayınları Matbaası, 1928.

La politique kémaliste change radicalement après la stabilisation de la situation militaire et la signature des accords de Lausanne. L'appel à la solidarité musulmane laisse place à un nationalisme construit sur la langue et la culture : « *dilde, kültürde ve ülküde birlik* », qui subira une « racialisation » progressive entre 1929 et 1938 (Yıldız 2001: 16). Après l'abandon du discours unanimiste religieux, la formation d'une identité nationale devient un enjeu central pour le régime. En quoi les régions kurdes sont-elles directement affectées par ce redéploiement idéologique et physique de l'Etat turc ? Une première dimension est celle de la pénétration étatique. Après 1923, le gouvernement reprend pied au Kurdistan en mettant en place des *kaymakam* (préfets) et les bases d'une administration locale, d'ailleurs de plus en plus militarisée et brutale. La conscription est imposée, ce qui en pratique est souvent une nouveauté en raison des exemptions de fait. De plus, la pénétration de l'Etat, au nom de la modernité et de la civilisation, s'accroît dans des régions comme Dersim, où elle était auparavant très symbolique⁷.

La seconde dimension tient au projet de turquification. De ce point de vue, la politique du gouvernement républicain ne cible pas uniquement les Kurdes, mais vise à réduire, voire à faire disparaître, toutes les identités susceptibles de faire concurrence au projet national. Le Kurde est interdit dans les lieux publics (1924), notamment dans les marchés, les écoles, les bâtiments administratifs. A partir des années 1920, la turquisation des noms en Turquie se fait au détriment des noms arabes ou kurdes. Le mot Kurdistan éliminé de toutes les cartes (Başgöz 1983, Scalbert-Yücel). Dans cette politique d'assimilation, l'école et les foyers turcs sont deux institutions significatives. En effet, dans les régions kurdes, la proportion d'alphabétisés est probablement de l'ordre de 2 % (Georgeon 1995 : 215). Par exemple, d'après les délégués au Congrès des Foyers turcs de 1926, Bitlis et Hakkari sont complètement kurdifiés, la population de Siirt et d'Urfa parle uniquement arabe et kurde, à Mardin 50% de la population seulement parle turc (Georgeon 1995 : 90). Le gouvernement va donc esquisser un programme d'alphabétisation, en particulier pour les filles, qui se traduira par la construction d'écoles dans les bourgs et les villes. Par ailleurs, les Foyers jeunes turcs fondés en 1912 vont jouer un rôle dans la turcisation de la Turquie (jusqu'à leur fermeture en avril 1931). La carte d'implantation des foyers montre un déséquilibre entre l'Est et l'Ouest de la Turquie (Georgeon 1995 : 72). Avant 1925 les foyers sont essentiellement dans l'Ouest et beaucoup de chefs lieux de province en sont dépourvus. Par contre, à partir de 1925, 40% des foyers ouverts le sont dans l'Est de la ligne Trabzon-Adana. Le gouvernement accorde un soutien accru aux Foyers après la révolte de *shaikh* Said (1925) notamment par un décret qui oblige tous les employés, civils et militaires, à prêter assistance aux Foyers (Georgeon 1995 : 81). La contribution financière du gouvernement aux Foyers turcs augmente en raison de la faiblesse de l'implantation du CHP, assimilé à l'Etat et à la répression⁸. Se met alors en place une stratégie qui repose sur la distinction entre deux types de Foyers : à l'Est pour renforcer l'unité nationale et à l'Ouest pour développer la formation intellectuelle de la jeunesse turque. A Ankara, un Bureau de l'Est (*Şark Bürosu*) est créé et l'inspection de l'Est sera renforcée par la création de trois délégations permanentes à Diyarbakır, Van et Malatya (Georgeon 1995 : 92). Le Congrès de 1928 décide d'affecter 5% des revenus des Foyers de l'Ouest à ceux de l'Est (de plus certaines propositions demandent l'envoi d'éléments bien formés à l'Est pour éviter leur 'kurdification'.) Pourtant, au final la turquisation ne touche que les centres urbains et encore de façon assez limitée, car l'Etat n'a pas (ou ne se donne pas) les moyens de transformer radicalement les régions kurdes.

Troisièmement, les conséquences économiques de la politique gouvernementale, qui hérite par ailleurs d'un pays dévasté, sont significatives. En raison de la guerre et du génocide arménien, la population du Kurdistan a décliné de façon spectaculaire et l'économie est en ruine. Comme le souligne McCarthy « *In the East, agriculture was destroyed, in the West it was altered* ». L'Est comptait pour 23% de la production agricole dans l'Empire, seulement pour 13% dans la République après la guerre (McCarthy

7 Voir le rapport cité par Ugur Mumcu, *Kürt Dosyası*, um :ag, 1993, page 41 et suivantes.

8 Zarevand, *United and Independant Turania*, Leyde, 1971.

1993 : 148). Deux éléments sont particulièrement sensibles. D'une part, le gouvernement lève à nouveau l'impôt, d'autre part, il ferme les (nouvelles) frontières avec ponctuellement des tentatives pour créer des *no man's land*. Ceci redéfinit les circuits économique et met en danger la survie des tribus, notamment pour les nomades éleveurs (Bozarslan 1997). Dans les années 1920, les provinces frontalières bénéficient encore d'un commerce actif avec les pays voisins. En pratique, jusqu'aux années 1930, la vie économique de Mardin est orientée d'abord vers les voisins arabes, la livre turque y circule d'ailleurs difficilement. D'après les délégués au congrès des Foyers Turcs de 1927, les provinces kurdes ne sont pas intégrées dans le marché national (Georgeon 1995 : 91) et le maintien d'une économie de contrebande de grande ampleur est attesté (Beşikçi 1970 : 436-7).

Enfin, certaines mesures touchent spécifiquement les intérêts moraux et matériels des *shaikh*, et des chefs tribaux et militaires, notamment ceux issus des milices Hamidiye. Il n'y a pas de continuité directe avec les révoltes du 19^{ème} siècle, ni avec la carte des Hamidiye qui étaient implantés majoritairement dans le nord et sur l'actuelle frontière syro-turque⁹, l'héritage de la période ottomane est plus indirecte. La position des *shaikh* était devenue centrale au XIX^{ème} siècle du fait de leur relation avec le Sultan, alors même que la politique tribale, notamment la constitution des Hamidiye, renforce l'autonomie de groupes périphériques. La politique de manipulation des tribus et la protection des *shaikh*, entraînent une insécurité générale qui affaiblit considérablement les structures étatiques, alors que la révolution de 1908, soutenue par la bourgeoisie urbaine kurde, fait passer les groupes protégés par le Sultan (notamment les tribus Hamidiye et certains *shaikh*) dans l'opposition au pouvoir. Par ailleurs, l'abolition du califat, auquel beaucoup de Kurdes étaient attachés comme un symbole de l'unité et de l'égalité des musulmans, a des conséquences pratiques, notamment la disparition de privilèges. En effet, certaines familles de *sadat* ne payaient pas d'impôts et ne faisaient pas le service militaire en raison de différents *firman* qui les exemptaient. Or, toutes les exemptions disparaissent le premier novembre 1922 avec les capitations et l'ensemble des privilèges. L'Etat kémaliste, dans la tradition du CUP, manifeste une défiance certaine envers les tribus et cherche le monopole effectif de la violence, même s'il doit souvent composer avec les leaders tribaux. Au sein de l'armée, la discrimination contre les officiers kurdes (Bruinessen 1992 : 282) vise probablement surtout les héritiers du système des régiments Hamidiye.

Le contexte politique est donc favorable à des mobilisations antiétatiques en raison de l'existence d'élites marginalisées, d'une faible présence étatique, d'une détérioration sévère de l'économie et de la perception que la situation politique est encore fluide. Pourtant, la carte des révoltes indique que les groupes impliqués sont en fait plus réduits avec un profil homogène.

La carte des révoltes

Les régions révoltées sont périphériques par rapport aux centres urbains et économiques, avec une tradition d'autonomie par rapport au pouvoir central. Elles ont été touchées directement par la fermeture des frontières et, pour les notables, par la fin des réseaux clientélistes liés à la personne du Sultan.

Sur un plan géographique, la quasi-totalité des révoltes ont lieu dans trois régions: Ararat, Hakkari et une zone plus large qui va de Dersim jusqu'à la région de Siirt, ce qui n'empêche pas des situations d'insécurité ailleurs. Ces régions ont des configurations sociales proches (mais d'autres régions ont la même configuration et ne se révoltent pas) : faiblesse des centres urbains et quasi-absence d'Etat depuis plusieurs années. Premièrement, les régions touchées sont éloignées des centres urbains, avec une

⁹ Il n'y a pas de relation avec les émirats qui se révoltent sous l'Empire. Ces révoltes sont appuyées en général sur une petite ville, c'est l'inverse dans les révoltes que nous étudions, qui sont essentiellement rurales.

géographie difficile. Ce sont des régions de petite propriété foncière, où le nomadisme et l'élevage sont importants. Bien que périphériques par rapport aux villes, elles sont économiquement dépendantes de réseaux géographiquement étendus. En particulier, les régions zaza sont des régions de nomadisme (vers l'Irak notamment) (Bruinessen 2000: 143 et suivantes). La situation de Dersim est ici spécifique en raison d'une certaine relative autarcie économique. Deuxièmement, ces régions ont connu une quasi-disparition de l'Etat et des infrastructures administratives en raison de la première guerre mondiale, puis de la guerre civile. Dans la région de l'Ararat, les tribus locales ont combattu contre les Russes de façon pratiquement autonome à certains moments. Les désordres sont multiples, les brigands tiennent les routes.

Toutes les régions révoltées sont tribalisées, ce qui n'est pas une platitude évidente dans la mesure où certaines populations kurdes ne le sont pas. On s'accordera ici pour définir la tribu comme une unité politique fonctionnant avec une idéologie de la parenté et mobilisant (potentiellement) des hommes armés. La grande propriété foncière et la tribu ne correspondent pas nécessairement. La distinction entre organisation politique et structure économique, c'est-à-dire *ağalık* et *şeyhlik*, fait ressortir le fait que les régions concernées sont de petite propriété. Il n'y a pas de bourgeoisie foncière, généralement plus liée à l'Etat. En raison d'une documentation limitée, il est cependant difficile de décrire les mécanismes de pouvoir au sein des clans (et il n'est pas rigoureux de s'appuyer ici sur les observations très ultérieures). Rien n'indique par exemple que le modèle plutôt hiérarchique qui existait dans les régions zaza se retrouvait ailleurs. Même lors de la dernière révolte importante, celle de l'Ararat, les leaders de la révolte sont souvent des chefs de tribus (Halis Öztürk, les fils de Kör Husein Paşa, Memo Bey, Nadir Bey). Les mobilisations ont lieu, pratiquement sans exception, par le biais des institutions tribales, ce sont les segments tribaux qui constituent les unités combattantes¹⁰. Sauf exceptions, il n'y a pas de mobilisation d'individus isolés : les partis politiques ne fourniront pas de troupes, ne les armeront, ne deviendront autonomes. Même quand ce sont des *shaikh* qui prennent l'initiative, il n'y a pas de bataillon de mourides. On a là une clé du rythme des combats, des effondrements brutaux et des revirements d'alliance.

La révolte est essentiellement réactive : les chefs tribaux défendent leur autonomie contre le retour de l'Etat (largement absent en raison de la guerre). Quels incidents sont habituellement à l'origine des révoltes ? Dans de nombreux cas, l'incident initial est une querelle entre un chef tribal et le *kaymakam* ou le *vali*. L'impôt est, sans surprise, impopulaire : la tribu Buban en 1934 se révolte explicitement contre l'impôt. Une des premières mesures de *shaikh* Said aurait d'ailleurs été de supprimer les impôts sur les récoltes (Kürdistan Tarihi Avesta: 231, Lazarev et al, 2001). La tribu Raçotan et la tribu Raman se révoltent en août 1925 parce que le gouvernement veut les désarmer, de même la tribu Mukti en mai 1926. Au moment de la révolte de Dersim, une des demandes des insurgés est l'arrêt de la construction de ponts (White 2000 : 80). Par contre, le projet d'assimilation ne joue pas ici de rôle significatif, puisqu'il est sensible surtout dans les villes.

Cet aspect réactif des révoltes est confirmé par le nombre limité d'incidents entre 1919 et 1923, quand l'Etat n'est généralement plus présent dans les zones rurales. De 1919 à 1923, la situation est extrêmement ouverte avec des pouvoirs concurrents, celui du Sultan et celui des kémalistes, à un système étatique renaissant qui établit son contrôle sur le territoire. Les troubles locaux créent une situation complexe pour des acteurs locaux qui n'ont probablement pas de vision d'ensemble. Les rumeurs jouent probablement un rôle majeur (peur d'un retour des Arméniens ou de finir comme eux). On assiste alors à une fragmentation du pouvoir sur une base très locale. C'est donc un repli sur soi et une certaine passivité qui caractérisent ces régions au regard aux évolutions nationales. Les quelques révoltes mentionnées pendant cette période sont liées à un conflit avec les forces nationalistes, ce qui est cohérent

¹⁰ On peut mentionner l'exception de Nuri Dersimi et de son régiment qui se révolte en 1924 et des groupes en 1930, mais on a là un héritage des Hamidiye et la révolte est en fait une fuite, sans contact coordination avec la population locale.

avec ce caractère réactif. Ainsi, en 1919, la révolte Midiaylı est liée à l'arrestation et à l'évasion de son chef, Ali Batı, qui se réfugie dans les montagnes. Les Nestoriens se révoltent et passent en grande partie en Irak en 1924. Les Koçgiri se révoltent là aussi dans un mouvement de contestation de l'Etat. Les tribus Milli se heurtent localement aux forces nationalistes à l'été 1920 du côté d'Urfa, de même que Çeto en mai (près de Garzan).

La mobilisation élargie

Les tribus forment le cœur de toutes les mobilisations (leaders, troupes), mais dans quelques cas, il s'agit de coalition tribal. Cette mobilisation élargie nécessite la présence de *shaikh*, mais les confréries, en tant que telle, sont absentes. Par ailleurs, les groupes nationalistes ne sont pas à l'origine des révoltes ; même celle de l'Ararat, la seule où ils aient un rôle notable, est déjà commencée quand ils s'y investissent. Leur rôle est limité à l'organisation militaire et administrative. Pour sa part, la bourgeoisie urbaine et les fonctionnaires (y compris les oulémas) ne se mobilisent généralement pas, ce qui invalide la thèse de la rupture d'alliance entre le régime kémaliste et les élites traditionnelles.

Les élites urbaines

Les notables urbains qui seraient potentiellement des leaders car ils disposent de ressources pour construire des organisations complexes ne prennent généralement pas part à la révolte. En conséquence, les centres urbains, où le gouvernement est le plus massivement présent et où la politique d'assimilation doit faire sentir ses effets le plus directement, sont les régions où l'on n'observe pas de révolte¹¹. Dans certains cas, on voit même s'organiser la résistance aux révoltés. Ainsi, la prise d'Elazığ se fait contre la population (qui est en partie turque), celle-ci résiste à Silvan ; même chose dans la révolte Koçgiri, où les bourgades résistent. En 1925, le siège de Diyarbakır est un échec en raison du manque de soutiens à l'intérieur de la ville, à l'exception d'un groupe originaire de la même région que *shaikh* Said (Olson 1989 : 155). Ceci peut être dû à un rapport de force défavorable, mais l'élément décisif semble être la collaboration des notables locaux, disposant d'une clientèle importante dans les villes et à leur périphérie.

Pourquoi la bourgeoisie urbaine reste-t-elle généralement fidèle à l'Etat ? La bourgeoisie ottomane qui se forme au 19^{ème} siècle a une identité proprement ottomane et tend à refuser sa kurdicité (Zia Gökalp en est un exemple). Par exemple, à Van ou Diyarbakır, les élites citadines se disent ottomanes et se marient avec des familles turques, envoient leurs enfants étudier à Istanbul. Cette bourgeoisie fournit des cadres à l'Etat (*pacha*, *kaymakam* etc.) et participe ainsi aux institutions centrales. Cependant, l'alliance du pouvoir hamidien avec certains *ağa* menace les intérêts de ce groupe, surtout à partir du moment où le banditisme des tribus répand l'insécurité sur les routes. Cette situation explique que le mouvement des Jeunes ottomans, puis des Jeunes turcs, ait reçu un accueil favorable, par exemple à Diyarbakır où certains leaders avaient été envoyés en exil intérieur par le Sultan. Les *eşraf* sont proches du CUP depuis le tournant du siècle, au moins dans une ville comme Diyarbakır. Dans les années 1906-1907, les notables des villes d'Erzurum, de Bitlis et de Diyarbakır s'organisent en défiance du gouvernement pour se protéger contre les *ağa* locaux (Duguid 1973 : 152-153, Heyd 1950 : 30). Ainsi, la

11 Pour une comparaison avec l'Irak, voir Tejel, Jordi, "Background, Peak and Decline of Urban Mobilization in Iraqi Kurdistan During the British Mandate: Sulaimaniya, 1918-30," *Middle Eastern Studies*, Vol. 44, No. 4, July, pp. 537-552, 2008.

proclamation de la Constitution en 1908 a été bien accueillie notamment par ceux qui espéraient la fin des Hamidiye et du pouvoir du *ağa*. La tribu Milli, responsable de nombreux désordres, mais protégée par le Sultan, est ainsi défaite par des milices urbaines peu après l'arrivée au pouvoir du CUP.

Après 1918, les militants CUP rejoignent assez rapidement le camp kémaliste. Dès 1915, le gouvernement pensant que les alliés allaient forcer les Dardanelles, prévoit de se replier à Konya et de mener la lutte à partir de l'Anatolie. Parallèlement, le Teşkilat-e mahsusa cache des armes en Anatolie et organise des bandes armées pour mener la guérilla. Le CUP établit également une organisation secrète Karakol Cemiyeti en novembre 1918. Les groupes alliés au gouvernement Jeunes Turcs basculent assez naturellement dans le soutien aux nationalistes. Dans le cas de Diyarbakır par exemple, on sait que les *eşraf* étaient proches du CUP (et très anti-arméniens). Dans le Comité de défense des provinces de l'Est de Diyarbakır (Vilayat-ı Şarkıyı Müdafaa-i Hukuk-ı Milliye Cemiyeti Diyarbekir Şubesi), fondé en avril 1919, on trouve les principales familles de la ville (Uluğ, Pinrinçizâde, Tiğrel, Tütenk, Cemilpaşazâde, Önen) qui déposent le *vali* et organisent ensuite le ralliement aux nationalistes en mai 1919 (Beysanoğlu, 2003, tome 2 : 831 et suivantes).

Les familles de notables qui s'engagent dans le mouvement nationaliste kurde sont nettement minoritaires (les Cemilpaşazâde par exemple) et l'ambiguïté dans le positionnement est fréquent jusqu'en 1925. De même, les mesures d'exil contre des tribaux envoyés à l'ouest de la Turquie en 1924 (Bruinessen 1992 : 290) ou l'interdiction de la réélection de certains notables au Parlement, notamment Yusuf Zia Bey, un membre du Second group et d'Azâdi (Arfa 1966 : 37) ne provoquent pas un renversement significatif de l'alliance entre cette bourgeoisie et le gouvernement. La révolte de 1925 ne marque pas non plus de rupture radicale (Özoğlu 2004).

En raison de ses moyens somme toute limités, le gouvernement kémaliste va utiliser ces notables, même parfois quand ces familles sont en exil, comme relais pour administrer les populations kurdes. Ceux-ci vont adopter (en tout cas publiquement) la rhétorique étatique sur la nouvelle nation comme continuation du projet moderniste ottoman, qui leur permet de s'intégrer au nouveau système politique. En particulier, l'attitude anti-tribale du pouvoir le place dans la tradition du CUP avec qui ces familles étaient souvent alliées. La période de parti unique se caractérise par une domination de la grande bourgeoisie (*eşraf*), la ligne de partage se situe alors plus entre les notables locaux et ceux extérieurs à la région. Sur un plan chronologique les grands notables locaux dominant en début et en fin de période. Dans la phase de militarisation, jusqu'en 1935, les députés sont très liés au centre, des militaires, souvent originaires d'autres régions. Après 1935, les députés issus de familles de notables urbains sont plus représentés et ce jusqu'en 1950 (Dorransoro 2005). Nous sommes dans un système triangulaire : propriété foncière, haute administration, politique (Arslan 92: 56 et s). Cet exemple remet en question l'idée que le CHP était uniquement un parti de fonctionnaires coupé de la réalité rurale.

La plupart des membres (kurdes) de l'administration passés par l'académie militaire, la Mülkiye, l'école de médecine restent fidèles à l'Etat kémaliste, on ne les trouve pas en nombre significatif du côté des révoltés et ils continuent leur carrière au service de l'Etat comme le montre les biographies disponibles dans l'annuaire de la Mülkiye (ref). Un des points les plus frappants est l'absence des oulémas – qui sont des fonctionnaires - dans les révoltes. Ils sont un des éléments importants de continuité avec le régime ottoman, malgré la rupture avec le califat. Les oulémas, et c'est une différence centrale avec l'Afghanistan, ne sont pas liés aux tribus. Les biographies des oulémas dont nous disposons montrent qu'ils se reconvertissent dans l'administration kémaliste (ref). Ils sont à peu près totalement absents de la révolte et restent sous une forme ou une autre dans l'administration après 1924.

Les organisations nationalistes

Les organisations nationalistes kurdes sont initialement peu présentes au Kurdistan même (elles se forment à Istanbul, Erzurum ou en Syrie) et leurs cadres ne sont pas plus de quelques dizaines à un moment donné dans les années vingt et trente. De plus, et ce point est essentiel, elles ne mobilisent pas une partie significative de la bourgeoisie urbaine kurde, mais plutôt les notables issus des Hamidiye ou des familles en délicatesse avec le pouvoir kémaliste.

Ces mouvements apparaissent tardivement dans l'Empire ottoman par rapport aux organisations arméniennes, pour l'essentiel après la première guerre mondiale, et leur filiation avec les associations culturelles du début du siècle est au mieux indirecte¹². Le mouvement le plus important d'après guerre, est fondé par Seyit Abdülkadir le 6 novembre 1917 sous le nom de Kürt Teâli ve Terakki Cemiyeti (le nom apparaît pour la première fois dans *Sabah* le 23 Arakik 1918). Le mouvement, dont le centre se trouve alors à Istanbul¹³, a deux publications importantes, *Jin* et *Kürdistan* plus *Serbesti* et *Banki Hal* (à Bagdad), mais pas de programme très précis. Un premier groupe (avec notamment Abdülkadir) souhaite une autonomie à l'intérieur de l'Empire ottoman. Le deuxième groupe, plus radical, veut l'indépendance, avec notamment les Bedirhani, les Cemilpaşazâde, Nuri Dersimi. Ce groupe indépendantiste, connu sous le nom de Teşkilat İctimaiye, entretient des relations avec *shaikh* Mehmut Berzenci en Irak.

Ces divisions entraînent une scission au sein du mouvement en 1919-1920 avec la création du Kürt Millet Fırkası et le mouvement disparaîtra ensuite. Au Kurdistan même, ce comité est présent dans les provinces de Diyarbakır, Bitlis, Elazığ. A Diyarbakır, Ekrem Cemil Paşa devient président d'une branche locale de l'organisation, le Kürt Kulübü. Mais pour l'essentiel, les activités sont limitées à la scène diplomatique, alors même que la disparition de l'Etat ottoman dans les régions kurdes semble ouvrir un champ d'action au nationalisme kurde. Entre 1919 et 1923, il n'y a pas de révoltes au Kurdistan où de petits groupes nationalistes kurdes sont pourtant présents. De plus, les puissances alliées jouent alors avec l'idée d'un Kurdistan indépendant. Ainsi, Abudürrezzak et Kâmil de la famille Bedirhan sont sous la protection de la Russie, les Britanniques soutiennent *shaikh* Mahmut Berzenci et organise une propagande nationaliste kurde à Diyarbakır, Urfa, Elazığ. Lors de l'occupation par les Alliés en 1919, Seyit Abdülkadir fonde un Kürt Komitesi qui est en contact avec un officier anglais, Andrew Ryan. En 1919, l'officier britannique Noël, Bedirhani Celadet Ali Bey et son frère Kâmuran Ali Bey feront de la propagande dans les régions kurdes, Alors que les Britanniques envisagent un projet de Kurdistan sous mandat britannique englobant les minorités arménienne et arabe et assyrienne.

Azâdi est une organisation clandestine, plus qu'un parti politique au sens classique, fondée en 1923. Les cadres du mouvement sont souvent des militaires issus des Hamidiye, débandés en raison de

12 1) Kürdistan Amz-i Kavi Cemiyeti (Kürdistan Güçlü İrade Derneği) en 1900. 2) Osmanlı Kürt İttihat ve Terraki Cemiyeti (Osmanlı Kürt Birleşme ve Gelişme Derneği) en 1908. 3) Kürt Teavün ve Terraki Cemiyeti (Kürt Dayanışma ve Gelişme Derneği) en 1908 4) Kürt Neşr-i Maarif Cemiyeti (Kürt Bilgileri Yaygınlaşma Derneği) en 1910 puis 1919 5) Kürdistan Teşrik-i Mesai Cemiyeti (Kürdistan İşbirliği Derneği) en 1912 6) Kürt Talebe Hevi Cemiyeti (Kürt Talebe-Umut Derneği) en 1912 puis 1919.

13 Parmi les membres fondateurs : le président Seyit Abdülkadir (un *shaikh* de Şemdinan), Başbakanvekilleri Babanzâde Mustafa Zihni Paşa, Badirhani Emin Ali (Botan), Fuat Paşa (Suleymaniye). Les Kâtipler sont Babanzâde Abdülaziz, Seyit Abdullah ve Şefik. Les membres sont de différentes origines : Dersim, Suleymaniye, Maden. D'après un témoignage, il y aurait eu 212 membres du mouvement. Une partie de ces membres appartient à l'élite ottomane militaire ou administrative. Seyit Abdülkadir est un *âyan* (sénateur), Emin Ali Bey travaille comme Adliye Müfettişi, Ferik Fuat paşa est un militaire. Hamid Paşa (le secrétaire général) est un militaire de haut rang à la retraite. Une autre partie des membres sont des représentants des tribus notamment les Baban, alors que les Bedirhan refusent de s'intégrer au mouvement.

leur proximité supposée avec le régime ottoman¹⁴. La plupart des membres sont des militaires, ce qui explique que le mouvement est basé à Erzurum, siège de la 8^{ième} armée. Ces anciens Hamidiye sont naturellement liés au milieu tribal et aux *shaikh*, par exemple Xalid Beg Cibran est un ancien commandant Hamidiye de la famille de *shaikh* Said. Le mouvement est surtout connu pour son rôle dans la révolte de 1925. Ainsi Zürcher (1993 : 177-8) parlent d'une révolte organisée par Azâdi, mais dirigée par *shaikh* Said¹⁵. Pourtant, le rôle d'Azâdi n'apparaît pas central. En effet, le mouvement prépare bien une révolte en prenant contact avec des notables et avec les puissances étrangères comme la Russie et la Grande-Bretagne (qui ne s'engagent pas), mais Azâdi est démantelée fin 1924 et rien ne semble indiquer ensuite un rôle dans la révolte de *shaikh* Said dans la mobilisation, la direction des groupes armés ou même l'administration des bourgs occupés. On peut également s'interroger sur la présentation de White (2000 : 73) qui reprend l'idée qu'Azâdi manipule *shaikh* Said dans une optique nationaliste. En effet, les militants d'Azâdi sont très liés aux chefs tribaux et aux *shaikh* d'un point de vue familial et la démonstration d'une manipulation demanderait des éléments précis et on peut tout aussi bien soutenir que c'est le *shaikh* qui instrumentalise les nationalistes.

Après l'échec de *shaikh* Said, Hoybun est fondé sur les débris d'Azâdi en 1927 avec un soutien arménien (l'organisation disparaîtra en 1946)¹⁶. Memduh Selim parvient à faire l'union de toutes les organisations existantes : Kürdistan Teali Cemiyeti, Kürt Teşkilat-i İçtimaiye Cemiyeti, Kürt Millet Firkası, Kürt İstiklal Komitesi (en Egypte). Le congrès fondateur a lieu en octobre 1927 (Alakom 1998 : 23) à Bhamdun (Liban) chez un militant arménien. Les peines d'exil prononcées contre les notables kurdes (notamment en 1927) alimentent le groupe qui reste constitué pour l'essentiel de *shaikh* ou de notables. Les figures principales (Haco Ağa, Bedirhan, Cemilpaşa) n'utilisent pas leur base régionale pour constituer un mouvement de résistance, mais choisissent l'Ararat pour se battre (aucun des dirigeants importants du groupes n'est originaire de là). Quand Nuri Paşa part pour l'Ararat, une tribu est déjà révoltée, sous la direction de Biroye Heske Teli (İbrahim Paşa) dès 1926. La révolte de l'Ararat marque une extension de la mobilisation par rapport aux révoltes précédentes : en 1930, certaines tribus qui ont lutté contre *shaikh* Said se joignent à la révolte et les combattants viennent d'une zone plus large. La dimension internationale émerge clairement. D'un côté elle occupe un endroit choisi pour sa valeur stratégique, le mont Ararat. D'un autre côté, sa direction est en exil (préfiguration de tous les mouvements). Le lieu est stratégique dans sa dimension frontalière et le destin de la révolte se joue sur les pressions du gouvernement turc qui va interdire le sanctuaire iranien.

Hoybun tente même, sans succès, une opération militaire à partir de la frontière syrienne (Alakom 1998 : 14) ; 500 hommes armés viennent d'Irak et tentent le passage par Hakkari et certains Kurdes d'Iran auraient donné de l'aide (Alakom 1998 : 74), ce qui représente probablement la première mobilisation transfrontalière kurde. Même si les leaders sont surtout des *shaikh* et des chefs tribaux, un intellectuel comme İhsan Nuri peut devenir le responsable militaire de la révolte. Au final cependant, Hoybun est incapable d'étendre le conflit ou de mobiliser les milliers d'hommes en arme qui se sont enfuis dans les montagnes du Kurdistan pour fuir l'emprise étatique.

14 Ciwata Azâdiya Kurd (puis Ciwata Azâdiya Kurd) est créé en 1923 (parallèlement des nationalistes kurdes fuient Istanbul et s'installent en Syrie en 1927 où ils formeront Hoybun avec l'appui des Dashnaks).

15 On cite parfois des contacts entre *shaikh* Said et le sultan Vahideddin sans qu'il existe de preuve en ce sens (Bruinessen 1992 : 281 note 36).

16 Parmi les survivants de la révolte de *shaikh* Said : son fils Ali Riza, *shaikh* Taha, İhsan Nuri, Şükrü Sekban, le chef de la tribu Berazi, Mustafa Şahin, Şerif Paşa (qui réside alors à Paris) et Celadet et Kamuran Bedirhan (en Egypte). Le rôle de Memduh Selim (1880-1976) (originaire de Van) est alors décisif. Ce dernier, après avoir étudié la philosophie et la politique à Istanbul a rejoint l'équipe de *Roju Kurd* (le soleil kurde) en 1913, puis *Jin* (vie) en 1918. Il est enseignant à Antakya où il fonde une section de Hoybun (Alakom 1998 : 41).

Les *shaikh*

Certaines révoltes indiquent un élargissement de la mobilisation qui regroupe alors plusieurs tribus. Le rôle des *shaikh* est alors essentiel dans la formation de ces alliances tribales, ce qui renvoie à leur position de (relative) neutralité dans le jeu tribal, qui s'exprime du point de vue des discours par la référence à l'islam. Pour les *shaikh*, les valeurs et les pratiques sont largement les mêmes que celles des chefs de clans. Leur action ne présage pas a priori une transformation sociale radicale, ils ne proposent pas un modèle alternatif (pas d'opposition *shariat* contre droit tribal par exemple). A la différence de ce qu'on voit dans d'autres sociétés tribales comme l'Afghanistan, ils commandent des hommes en armes, ont une activité économique, se mêlent directement aux jeux de pouvoir. Ils sont mariés au sein des tribus et jouent (mais sont aussi prisonniers) de ces alliances. Par exemple, *shaikh* Said est marié au sein de la tribu Cibran. Leur charisme (*barakat*) leur assure une position d'intermédiaire, mais comme *primus inter pares*. La faiblesse individuelle des tribus joue dans le sens d'un renforcement des *shaikh*, notamment chez les zaza où le système tribal est fragmenté. Ces *shaikh* tribaux s'opposent aux *shaikh* hors du jeu tribal, plus liés aux centres urbains ou à des *medrese* prestigieuses.

Le principal exemple de coalition tribale est celui qui est réalisé par *shaikh* Said. Même si la révolte de *shaikh* Said est la plus connue, on trouve mention d'autres révoltes au Kurdistan dirigées par des *shaikh*, notamment celles de *shaikh* Ubeydullah (1880), de *shaikh* Selim (1912) et de *shaikh* Abdülkadir (1929), de Dersim (1938). Les révoltes de *shaikh* Abdülkadir et de *shaikh* Selim sont géographiquement très limitées, ce qui laisse apparaître celle de 1925 comme une exception. Même durant la révolte de l'Ararat, les leaders sont largement religieux: quatre des cinq fronts établis par les révoltés sont commandés par des *shaikh* et les notables traditionnels sont moins importants (Alakom 1998 : 75) même si Biroye Heske Teli (İbrahim Paşa) est le *vali* désigné par le mouvement (Alakom 1998 : 15). Au sein de cette série, la révolte de 1925 présente la caractéristique de mobiliser une alliance relativement large de tribus. Ainsi, *shaikh* Said parvient à s'allier des tribus antagonistes, par exemple les Bedikhan, d'un côté, et les Hevedan et des Hiyan (province de Diyarbakır, à Kulp), de l'autre. De plus, un nombre significatif de tribus soutiennent *shaikh* Said à Mardin (Cizre, Kızıltepe) alors qu'elles sont *kırmanç* (Kiççani de Derik, Kicani de Cizre, Cemmokaki de Şırnak). Il jouit également d'appuis ponctuels vers Hınıs, en raison ses relations familiales avec la tribu Cibran. Cependant, ses soutiens se situent surtout dans les régions zaza et il ne parvient pas, dans le moment spécifique de la révolte, à élargir significativement sa base initiale. On assiste au contraire, ce qui est conforme à la logique concurrentielle des tribus, à des coalitions contre les révoltés.

Malgré le rôle des *shaikh*, la conséquence de cette domination des acteurs tribaux est la difficulté à sortir de l'espace initial de la révolte, du fait que le jeu tribal est essentiellement concurrentiel et l'instabilité des coalitions. Par exemple, la répression de la révolte de *shaikh* Said doit beaucoup à l'aide de tribus opposées aux Zaza qui soutenait celui-ci. Ceci explique aussi que certaines tribus qui combattent *shaikh* Said en 1925 passent elles-mêmes dans l'opposition au gouvernement quelques années plus tard. Par exemple Haco, chef de la tribu des Heverkan, collabore avec l'Etat pour éliminer son rival Ali Bate, proche des nationalistes. Par la suite il passe dans l'opposition au régime, fuit en Syrie et devient nationaliste.

Par ailleurs, ce qui limite les possibilités d'élargissement, les *shaikh* n'agissent pas comme réseau cohérent au niveau du Kurdistan, ce qui permettrait un décroisement entre différentes régions. Les *shaikh* étaient liés au Sultan¹⁷, mais en même temps opposés à l'occupation étrangère et il n'y a pas de

17 Lorsque le Sultan appelle au *jihad* en 1914, les *shaikh* se mobilisent, par exemple Said-i Nursi qui part avec ses mourides sur le front caucasien, Silopi, Zinnar, *Doza Kürdistan. Kürt Milletinin 60 senedenberi esaretten kurtulus*

mobilisation en faveur Sultan après 1918 (peut-être par crainte des Arméniens). De son côté, Mustafa Kemal fait jouer les solidarités religieuses, au Kurdistan comme ailleurs dans le cadre de la guerre de libération nationale. Ainsi, il existe des lettres de Mustafa Kemal entre 1917 et 1922 au *shaikh* le plus puissant du *tekke nakshbandi* de Bitlis, Küfrevizâde Abdülbâki Efendi (1872-1943) (Zarcone 1993 : 166). La transformation du régime kémaliste après 1923 n'amène pas ces réseaux à soutenir ou à organiser des rébellions, mais à un retrait au passage à des formes discrètes ou secrètes d'activité religieuse. Lors de la révolte de 1925, les régions où les *shaikh* sont très présents comme Bitlis ou Van ne bougent pas, ceux de Şemdinli n'appellent pas non plus à la révolte¹⁸. Il n'y a pas de corrélation entre présence confrérique et révolte. De même, les confréries ne sont pas un acteur cohérent et on ne peut donc pas présenter *shaikh* Said comme « *the leader of the Nakshbandi sect* »¹⁹ car , en fait, les grands centres de formation sont en concurrence²⁰. Enfin, les révoltes en Irak (où le rôle des *shaikh* est central) n'entraînent pas de mobilisation en Turquie. Il est parlant que l'interdiction des *tekke* (le 30 novembre 1925) après la révolte de *shaikh* Said, n'entraînent pas une mobilisation des *tarikats* dans les régions kurdes. De même, pour les Alevi, il semble qu'il faille distinguer, d'un côté, les Bektachis qui apportent un soutien à Mustafa Kemal (Zarcone 1993 : 166 et suivantes) et, de l'autre, les Alevi ruraux, notamment vers Dersim, qui sont tribalisés et qui se retrouvent souvent en désaccord avec le gouvernement (Massicard 2002). Le fils du Çelebi d'Haci Bektas, Ahmed Cemeleddin Efendi (1862-1921) est un proche de Mustafa Kemal et son fils Veliyüddin Efendi deviendra député à l'assemblée nationale.

Cadragé et transformation du répertoire d'action

Les discours de mobilisation, qui occupent une telle place dans l'entreprise de classement des révoltes, ne donne pas de réponse directe sur les logiques de mobilisation. En effet, l'efficacité de ces discours semble faible et ne permettent pas de dépasser radicalement la logique segmentaire qui est à l'œuvre dans le monde tribal. Pour autant, l'appel à l'islam et au nationalisme kurde, joue un rôle dans l'évolution de la politique de répression et donc la formation d'un nouveau répertoire d'action.

Pour la plupart des révoltes, nous n'avons pas de source indiquant quel est le discours utilisé pour légitimer l'opposition à l'Etat. Deux discours universalistes, l'islam et le nationalisme kurde sont utilisés dans les révoltes les plus importantes pour définir le sens légitime de la révolte à la fois pour ceux qui y participent et pour l'Etat. Ainsi, tous les symboles utilisés par *shaikh* Said dans son entreprise de mobilisation sont religieux : discours dans la phase préparatoire, utilisation du Coran, déclaration de *jihad*, drapeaux verts. En 1930, pour l'Ararat la symbolique nationaliste kurde apparaît pour la première fois : drapeau, hymne, ce qu'on avait déjà chez les Koçgiri avec un drapeau kurde en 1920 et le mouvement a revendiqué l'autonomie (le 15 novembre 1920), puis l'indépendance (le 20 novembre 1920) (Olson 1989 : 26-33).

savası hatıratı, Beirut, 1969.

18 Le fils de *shaikh* Ubeydullah, *shaikh* Abdülkadir (1856-1925) est exilé à Medine car accusé d'avoir comploté contre le Sultan (1896). Il est à Istanbul avec ses deux fils au moment de l'occupation russe de Hakkari (Şemdinli). *Shaikh* Abdüllah (un des deux fils) appartient au Kürdistan Terakki Cemiyeti (Erdost : 95). Nuri Dersimi accuse *shaikh* Abdülkadir d'être autonomiste et non indépendantiste au sein du Kürt Teali Cemiyeti (Dersimi : 100, 104). *Shaikh* Abdülkadir est exécuté pour complicité avec *shaikh* Said, alors qu'en fait sa région ne bouge pas.

19 Metin Çetin, *A critical analysis of the change in the National Pact: The resolution of the Mosul Question*, Thèse Bogazici, 1997.

20 Les réseaux de *shaikh*-oulémas se constituent dans les grandes *medrese*, une des plus célèbres au Kurdistan étant celle de Norşin. Les Qaderis sont présents notamment à Bitlis, à Hakkari, dans le district de Şemdinli (Andrews 1989: 112).

Ces discours, parce qu'ils ne sont pas portés par des organisations susceptibles de mobiliser des ressources importantes, ne permettent pas de dépasser la logique fragmentaire tribale (voir plus haut), ni la frontière entre alevites et sunnites. Ainsi la révolte Koçgiri ne mobilise que la tribu Koçgiri, la région est alevite, le mouvement sera considéré comme alevite par les autres Kurdes et ne sera pas soutenu, ce qui explique la facilité avec laquelle les kémalistes liquident la révolte en avril 1920, après seulement quelques jours de combat. Dans l'autre sens, les Alevites qui ont été jusque là dominés au sein du système impérial, peuvent trouver dans le congrès de Sivas (qui va prendre dans la mémoire alevite une dimension quasi-mystique) l'occasion d'un nouveau contrat social, car l'alevisme est pour la première fois légitimé car il est considéré comme une forme proprement turque (Massicard 2002: 102 et suivantes). Ainsi, la solidarité entre Alevites (turcs, kurdes, zaza) est généralement plus réelle qu'entre Kurdes alevites et Kurdes sunnites, comme le montre l'absence de solidarité des Kurdes sunnites lors de la révolte alevite de Dersim en 1916 (Andrews 1989 : 117)²¹. Dans les révoltes anti-kémalistes, il n'y a pas eu de solidarité entre Kurdes alevites et sunnites du fait que les premiers pouvaient espérer, pour la première fois, un statut de citoyen dans la République turque (van Bruinessen 1978 : 399), même si quelques tribus kurdes alevites ont choisi le nationalisme kurde contre Mustapha Kemal (Bruinessen 1994 : 27)²². Dans le cas de *shaikh* Said, la révolte de 1925 reste largement zaza, mais les alevites - même zaza - refusent de prendre part à la révolte. Par ailleurs, il semble qu'on puisse parler de façon générale d'un légitimisme des populations minoritaires localement. On a le cas de sunnites au milieu d'alevites qui ne se révoltent pas et les Turcs au milieu des Kurdes ne participent pas aux révoltes.

Les révoltes ont des modalités assez proches de ce qu'on pouvait observer dans l'empire ottoman avant 1908 : les violences ont pour objet de rentrer dans un rapport de négociation avec l'Etat. Cette hypothèse est corroborée par les pratiques des révoltés. Que font les révoltés ? L'Etat local est la principale cible (poste militaire, demeure du *vali*). Les modalités sont en nombre réduit : routes coupées, télégraphe arraché, garnison locale attaquée (quelquefois prise). Parfois l'essentiel est de marquer la rupture en prenant le maquis. Quelle est la temporalité des crises ? Ces révoltes sont généralement courtes dans la phase de confrontation directe (souvent moins de deux semaines), même si des situations d'insécurité peuvent ensuite se développer, ce qui indique là aussi une faible capacité à accumuler les ressources nécessaires avec une organisation spécialisée. La révolte de *shaikh* Said se propage en raison de l'absence de forces gouvernementales mobilisables, mais n'indique pas d'innovation majeure dans l'organisation interne ou la stratégie. Celles-ci seront visibles dans l'organisation de la révolte de l'Ararat, en particulier une stratégie territoriale qui suppose de tenir face aux offensives du gouvernement. Les combats les plus durs ont lieu du 12 juin 1930 à l'automne (Alakom 1998 : 66), soit plusieurs mois de résistance contre l'armée régulière, facilitée il est vrai par un terrain extrêmement difficile.

Du côté gouvernemental, les révoltes importantes (celles de *shaikh* Said et de l'Ararat) amènent le pouvoir central à transformer le système administratif dans le sens d'une militarisation. Suivant le rapport du ministre de l'intérieur Cemil Ubaydin en 1925, de nouvelles dispositions prévoient notamment (Bayrak : 481-489) : 1) l'instauration de la loi martiale (*sıkıyönetim*) qui doit continuer jusqu'à la fin des troubles, 2) la

21 On mentionnera ici la révolte de Dersim au 19^{ième} siècle et en 1915. Par ailleurs, la confrérie bektachi aurait joué un rôle dans l'organisation des soulèvements en 1907-08 pour le compte des Jeunes-Turcs (Generalmajor z.D. Imhoff «Die Entstehung und Zweck des Comités für Einheit und Fortschritt», *Die Welt des Islams*, vol 1, n°/4, 1913, p.174. cité in Massicard thèse page 98).

22 Une différence hanefi chafite peut jouer, par exemple la tribu Seter de Bingöl ne se révolte pas, elle est hanefi. Gümüşhane (où se trouvent des Karapapak), Gaziantep (tribu hanefite ou arabes) ne se mobilisent pas, tout comme les Lolani, les Seihhasanlı et toutes les tribus turcophones (notamment les Karapapak, venus d'Azerbaïdjan au 19^{ième} siècle, *ilçe* de Kelkit, Ağrı) (Aşiret Raporu 1998: 60). Les tribus Hanefi ne se révoltent pas à Bingöl. Par contre les tribus Batuan de Cizre, Bileşki de Mazıdağı ont rejoint la révolte de 1925 (Aşiret Raporu 1998: 219).

division de la Turquie en cinq *umumi müfettişlik*, le cinquième comprend les régions kurdes²³. Le *müfettiş* applique le programme de réforme avec un représentant de chaque ministère et un conseiller militaire. Les forces mobiles (*seyyar*) de gendarmerie sont sous l'autorité du *umumi müfettiş*. Par ailleurs, le rapport propose une administration de type coloniale avec des déplacements forcés de population et une assimilation culturelle²⁴. L'immunité des fonctionnaires et militaires est acquise par une loi déclarant concernant les faits opérés durant la répression. En 1931, la loi 1850 organise l'amnistie pour le personnel de l'Etat après la campagne de Dersim (Bozarslan 1997 : 166). Un incident des années 1940 montre la militarisation dans les régions rurales isolées et l'impunité des militaires (Besikçi 1978).

Dans le cadre de ce nouveau système administratif, le gouvernement utilise un large éventail de mesures répressives : jugements, négociations, exil, ingénierie démographique, opérations militaires. En premier lieu, le gouvernement va systématiquement utiliser l'armée (la gendarmerie) pour lutter contre les insurgés en instrumentalisant par ailleurs les tribus, notamment en 1925 où elles jouent un rôle important dans la répression. Dans certains cas, comme à Dersim, les massacres de civils ont été systématiques (probablement autour de 10% de la population). D'autres massacres, plus ponctuels, ont eu lieu, des villages évacués ou brûlés notamment après 1925, mais de façon moins systématique. Les procès contre les insurgés se font notamment dans le cadre des tribunaux de l'indépendance (*İstiklal Makemeleri*), qui rend une justice politique. Après la révolte de 1925, le procès dure deux ans à Adana pour juger les rebelles (700 personnes interrogées et 31 condamnations à mort) (Alakom 1998 : 77). Les jugements sont donc une place dans le processus général de répression. Un des effets de ces mesures judiciaires est la multiplication des personnes recherchées par la police avec une augmentation probable de l'insécurité (source statistiques judiciaires).

En second lieu, la négociation est systématiquement utilisée pour contenir et affaiblir la révolte. Le cas de la révolte Koçgiri montre de façon symptomatique cette relation de négociation par la révolte, ce qui explique que les négociations (et l'amnistie) ou une répression ciblée permettent de rétablir le calme dans de nombreux cas. Lors de la révolte de l'Ararat, les négociations avec le gouvernement en 1928²⁵, mais celui-ci vise une reddition, ce qui se heurte au refus des révoltés. Le gouvernement turc déclare alors une amnistie, et Hoybun doit imprimer des tracts pour dissuader les gens de faire confiance au gouvernement, ce qui indique qu'il y avait peut-être un danger de ce côté (Alakom 1998 : 71 citant Garo Sasuni : 192). Le gouvernement lance ainsi une large amnistie en 1928 et les militants de Hoybun rentreront progressivement en Turquie en raison des amnisties au cours des années 1930.

Le troisième mode de répression, l'exil des familles de notables a entraîné le déplacement de milliers de personnes dans l'ouest du pays, où ils sont restés plusieurs années avant de pouvoir rentrer chez eux. Ces mesures ont un aspect parfois préventif, notamment en 1927, où certains notables exilés n'ont pas participé à la révolte de *shaikh* Saït. D'après l'article 1 de la *Bazı Eşhasın Şark Menatıkından Garp Vilayetlerine Nakillerine Dair Kanun*, 1 400 personnes et leur famille et plus 80 familles de révoltés et des condamnés à des peines lourdes (*ağır ceza*) sont déportés vers l'Ouest. La liste des 150 familles exilées dans l'ouest est un élément important d'autant qu'il y a dans la liste des chefs de tribus qui ont

23 Hakkari, Van, Urfa, Muş, Bitlis, Siirt, Genç, Diyarbakır, Mardin, Siverek, Elazığ, Dersim, Malatya, Ergani, Bayezit (avec les *kaza* de Pülümür, Kığı, Hınıs).

24 Voir Bayrak, Mehmet, *Kürtler ve Ulusal Demokratik Mücadeleleri Üstüne Gizli Belgeler-Araştırmalar-Notlar*, Ankara, Özge Yayınları, 1993, 452-466 cité in Yıldız 2001 : 245 ; le rapport des armées la même année (Bayrak 1993: 256-257). Le comité formé sous le nom de *Şark İslahat Encümeni* réunit le ministre de l'intérieur, Cemil Ubaydın, celui de la Justice, Mahmut Esat (Bozkurt), Şankırı Mebusu Abdhalik (Renda), Genelkurmay İkinci Başkanı Kazım (Orbay) et présente des propositions (*Şark İslahat Planı*).

25 Une rencontre est organisée sur le pont de Seihly, la délégation kurde comprend İhsan Nuri Paşa, Biroye Heske Teli, Halis Öztürk, Ferenze Bey ; du côté turc, le député de Beyazıt, le *vali* de Karakilise, des représentants des gendarmes et des militaires, le *kaymakam* de Diyarbakır et de Beyazıt.

soutenu le gouvernement lors de la révolte de *shaikh* Said en 1925., la loi 1097 du 10 juin 1927 exile 1 400 familles kurdes notamment à la région de Beyazit (Uçar 2006 : 90 et suivantes).

Le dernier registre concerne l'ingénierie démographique (Sigalas, Toumarkine 2008) avec pour objet la modification du poids relatif des kurdes. La loi n° 1505 (date) donne le pouvoir au gouvernement d'expulser des terres appartenant à des Kurdes au profit de turcophones. Les lois 2633 du 21 avril 1934 et 2510 du 13 juin 1934 sur les déplacements forcés (İskân Kanunu) (Alakom 1998 : 79) sont de bonne illustration de l'ethnisation de la politique kémaliste pour Yıldız (2001 : 248), le thème « *dil, kültür ve kan* » remplace « *dil, kültür, ülkü* ». Le but avoué est d'assimiler les populations musulmanes non-turques. L'accueil des migrants s'ils sont de race (soy) turque ou liés à la culture turque (*Türk soylu olma et Türk Kültürüne bağlılık*) vise à contrebalancer la domination démographique kurde locale. En pratique, Yıldız (2001 : 248 n. 60) note un certain pragmatisme dans l'application du critère de la race. Ces déportations étaient coûteuses pour le gouvernement central, ce qui explique en partie qu'elles n'aient pas été menées à terme²⁶.

Quelle est l'évolution du répertoire gouvernemental ? Premièrement, on note une concentration des mesures les plus répressives à la fin des révoltes, ce qui indique bien une montée aux extrêmes. Il n'y a jamais abandon des mesures comme l'amnistie, mais le massacre de Dersim est bien plus concevable dans les années 1930 qu'avant. Par exemple en 1919, le gouvernement va tenter de coopter des notables Koçgiri pour s'assurer de la neutralité de cette tribu, en raison notamment des protestations exprimées au Parlement contre la dureté de la répression conduite par Nurettin Paşa. Ainsi, Mustafa Kemal ordonne à ce dernier d'arrêter les pratiques de ratissage contre les populations. Quel impact est sur le déclenchement de nouvelles révoltes et leurs modalités ? La répression ne crée pas un cycle au sens où les régions ne se révoltent qu'une fois, mais elles sont ensuite le lieu d'un « banditisme » important. Ainsi, les rapports des délégués de la province de Siirt dénoncent la présence de 5 000 suspects et criminels dans les montagnes et autant de soldats insoumis en armes (Georgeon 1995 : 90). De plus, le désarmement préventif d'une tribu peut amener de nouveaux conflits et la révolte de 1930 mobilise plus largement que celle de 1925 en raison des pratiques répressives de l'Etat turc (Bozarslan 1997 : 173). Mais, l'impact essentiel de la répression paraît être lié à la situation des notables. Ceux-ci sont souvent envoyés en exil de façon préventive, ce qui amène une minorité d'entre eux à s'engager dans un mouvement nationaliste, mais on retrouve également ces familles dans les réseaux du Demokrat Partisi, puis Adalet Partisi. Ainsi, l'instrument principal de coordination régional des révoltes a été indirectement créé par le gouvernement par sa répression des notables qui se trouvant en exil développent des expériences communes, ce qui contribue à un décloisonnement minimal (surtout en Syrie).

Conclusions

Les révoltes kurdes des années vingt et trente ne sont donc probablement pas le produit d'un mouvement nationaliste ou religieux, ni même d'un refus du programme kémaliste. L'hypothèse de la rupture d'une alliance entre forces kémaliste et notables kurdes rend mal compte de la nature essentiellement locale et réactive des révoltes. Les *shaikh*, qui dans ce contexte sont très liés au système tribal, parviennent à former des coalitions tribales, mais sans effet d'élargissement dans la révolte même.

Ceci attire notre attention sur le rôle de la bourgeoisie urbaine qui reste très majoritairement fidèle à l'Etat (dans la continuité de l'alliance formée avec le CUP) et très opposée au monde tribal. Ceci

26 Pour la politique de déportation organisée par la loi 2773 du 21 juin 1934, voir İsmail Besikçi, *Kürtlerin Mecburi İskanı*, Ankara, Yurt, 1991 : 2) ; Genel kurmay (tome 1 : 212) pour les villages vidées du côté de Sason (Muş), les zones interdites dans une région où le frère de *shaikh* Said est encore influent et les multiples incidents après 1925 (en 1933, 1935, 1936) En 1936, exil de 2 500 personnes vers l'ouest.

annonce la politique de cooptation des notables qui fonctionne en parallèle avec la militarisation des zones rurales jusqu'aux années 1950. La différence est centrale avec les mobilisations à partir des années 1960 qui sont une demande de ressources, d'administration, pouvant conduire à l'idée d'un Etat alternatif, mais centrée sur des demandes et portées par des catégories sociales différentes. En ce sens, la reconstruction nationaliste ne rend pas compte de ces ruptures, mais souligne l'efficacité de la bataille mémorielle dans les processus de mobilisation.

Biographies

Il faut raisonner au niveau des familles ou des individus ? Logiques familiales souvent dominantes mais des trajets divergents possibles au sein d'une même famille.

Seikh Said (-1925), son interrogatoire a été retranscrit (Mumcu etc.).

Ihsan Nuri Pasa (1893-1976). Originaire de Bitlis, de la tribu des Cibran. Il reçoit une éducation militaire (où ?), fait la guerre de 14-18, il a des relations avec le Teali Cemiyeti et son journal Jin. Il est membre du Kürt Özgürlük Komitesi (Azâdi) à Erzurum en 192 ?. En 1924, il est à la tête du régiment qui se révolte (d'après de fausses informations voir Bruinessen) et passe en Syrie puis en Irak avec d'autres officiers comme Hertoşili Hurşid Bey, Mardinli Tefvik Cemil et Vali Rasim Bey (donc des origines géographiques différentes). Chef des opérations militaires de l'Ararat, il se replie en Iran au moment de la défaite. Puis passe en Syrie avec 90 hommes, les Français le désarment et l'envoie à Beyrouth avec 5 hommes puis il repart pour Téhéran. Il publie le journal Ronahi à Beyrouth en 45. Mort d'un accident de voiture à Téhéran, où il est demeuré en exil en résidence surveillée, vivant de cours de kurdes et de travaux de broderies de sa femme.

Premier président de Hoybun (émir) Celadet Bedirhan (1893-1951), il est passé ainsi que son frère Kamuran en Allemagne où il a étudié le droit, il prendra ses distances avec Hoybun et lancera notamment une revue Hawar (l'appel) entre 1932 et 1943. Signature d'un protocole avec les Dasnak et bureaucratie, règlements etc. (Alakom 1998 : 25). Il est le descendant de l'emir de Bedirhan, la dernière principauté à avoir été dispersée par le pouvoir ottoman.

Süreya Bedirhan, représentant de Hoybun aux Etats-Unis et notamment à Detroit.

Kamuran Bedirhan (1895-1978) représentant de Hoybun au Liban. En Allemagne en 1922 et 1924 pour des études de droit et fera plus tard un doctorat de droit à Leipzig. Passe en Syrie après la révolte de Sheikh Said membre fondateur de Hoybun et représentant au Liban. Il donnera à partir de 1947 des cours de kurde à la Sorbonne.

Halil Rami Bedirhan, appartient au comité Liban de Hoybun.

Vayan Papazyan, appartient au comité Hoybun au Liban.

M. Ali Avni (1897-1952). En Egypte, proche de Hoybun, travaille à une traduction arabe ddu Serefname. Originaire de Siverek.

Ali Seydo Gorani. Eduqué dans les pays arabes (Jordanie, Syrie, Liban) devient prof d'anglais. Un proche de Hoybun. Travaille un temps au consulat turc de Jordanie (?).

Le rôle de Memduh Selim (1880-1976) (originaire de Van) est alors décisif. Il a étudié la philosophie et la politique à Istanbul. Il fait partie de l'équipe qui publie Roji Kurd (le soleil kurde) en 1913 puis Jin (vie) en 1918. Il est ögretmen à Antakya et fonde une section de Hoybun là-bas. Décrit par ses anciens élèves

comme européanisé (Alakom 1998 : 41), parle le français et l'arménien. Trajet typique d'un intellectuel organique, sans ressources hors du parti qu'il constitue. Est-ce le même dont parle Zaza 1982: 243 ?).

Haco aga (-1940), chef de la tribu Heverkan. 500 familles dans la région de Midyat (Mardin). Religieusement hétérogène (Yezidi). Populaire auprès des non Musulmans (Arméniens) dans la région de Cizre. Il serait devenu largement indépendant au début des années 1920 par rapport au gouvernement central (Zaza : ?). Il a pris parti contre la révolte de *shaikh* Said en 25. Il est passé en Syrie après 25 et il a de la terre. Ses fils prennent la suite. Cemil Haco notamment (1906-1990). Incident en 1937 dans la ville d'Amud (Amuda à l'est de Qameshli, en territoire syrien). Haco Aga à la tête des kurdes et avec les arabes, contre les arméniens. 9 août 1937 pogrom anti-arménien et réaction française bombardement. (En 1960 autre incident un cinéma brûle lors de la projection d'un film sur la libération de l'Algérie.)

Haci Bedir aga (1872-1928). Député de Malatya pour la I et II assemblée et de Kars pour la III (c'est pourtant pas à côté ?). Il est le grand-père d l'intellectuel kurde Hemres(h) Res(h)o.

Ramanli Emin. Chef de tribu il a collaboré avec le gouvernement contre sheikh Said en 1925. Il passe ensuite en Syrie et participe à Hoybun. En 1928, il profite de l'amnistie et se rend et trahit ses camarades (Alakom 1998 : 46). Tué dans une embuscade du gouvernement ?.

Ali Riza, un des fils de *shaikh* Said. Part pour Salaettin en Irak après 1925. fait partie du comité central de Hoybun. Il profite de l'amnistie de 1928 repasse en Turquie. Exécuté en quelle année ?

Salahattin, autre fils de Seikh said, repasse en Turquie (il est à la tête de sa propre organisation, Simali Kürdistan örgütü) et est arrêté en 1930. Condamné à 13 ans de prison.

Liceli Fehmi Firat ou Bilal (1887-1967). Né à Lice, éduqué par des hoca privé connus. Secrétaire de *shaikh* Said pendant la révolte. Va en Syrie après la révolte de 1925 (également en France). IL reste 13 ans en exil puis rentre en profitant d'un amnistie, à Isparta puis à Lice. Connu pour son impiété. Traduit les fables de Lafontaine et écrit sur le socialisme. Relation avec Ugur Mumcu.

D'après Fuat Firat le fils d'Ali Reza, fils de *shaikh* Said, ce dernier envoie deux représentants à Hoybun : *shaikh* Mehdi et Liceli Fehmi.

Bozan Sahin (1895-1968) et Mustafa Sahin (?-1953) de la tribu des Bezari. Bozan a été député de la région d'Urfa dans les années 20. Il a été un adjoint de İnönü à la bataille de Sakarya.

Kadri Cemil Pasa (1892ou 3-1973) Fils de Fuat Bey. Fait la Rüstiyi de Diyarbakir. Après le lise il fait l'école d'agriculture. (Halkali Yüksek Ziraat Mektebi). Fin i ses études en Suisse. Il rejoint l'organisation Hoybun en 1929. Il est le premier responsable administratif de Hoybun. Prend la succession de Celadet Bedirhan à l atête de l'organisation. Forte présence de la famille Bedirhan au sein de l'association. Membres de la famille actif à Istanbul, Munich, Lausanne.

Ekrem Cemil Pasa (1891-1973 ou 74) fils de Kasem Bey cousin du précédent. Il fait l'école militaire Rüstiyi de Diyarbakir dont il sort en 1908.. Travaille un temps avec Mustafa Kemal à Diyarbakir (2^{ème} armée) au chiffre. Condamné après la révolte e seih Said. S'installe à Diyarbakir après la première guerre mondiale, anime localement le Kürdistan Cemiyeti et anime la revue Gazi (çagri). En 1919, Celadet Bedirhan, Kamuran Bedirhan et le capitaine Noel avec Ekrem Cemil pasa. Ce dernier condamné à 10 ans de prison après la révolte de sheikh said (il y a participé ?). 3,5 ans à Kastamonu puis amnistie et part en Syrie en

1929. Très gros propriétaire terrien, 20 villages dans la région de Diyarbakir (il sera déchu de sa nationalité le 12.11 1933 (Alakom 1998 : 50).

Musa Bey et Kôr Huseyn Pasa : deux chef de tribu qui participent à la répression contre *shaikh* Said mais sont exilés à Kayseri et s'échappent en 28 et passent en Syrie et rejoignent Hoybun. (Histoire de vendetta en Irak à préciser). Le fils de Kôr Husein pasa, Memo Bey participe à la révolte de l'Ararat (Alakom 1998 : 80).

Mahmud Bey, fils de Ibrahim pasa chef de la tribu Milli rejoint Hoybun en 1930.

Osman Sebri (1907-1985) de la tribu Mirdesyan. Fuit la Turquie en 1929 et rejoint Hoybun. Ses deux oncles ont participé à la révolte de 1925. Vues radicales et très opposé à Kamuran Bedirhan (qu'il qualifie d'espion dans un courrier privé à Hemres(h) Res(h)o.

Ahmet Nafiz (1902-1968) originaire d'Elazig (de Maden) Docteur à Diyarbakir avant de rejoindre la Syrie.

Nuri Dersimi s'occupe plutôt des relationx extérieures. Vétérinaire de formation.

Noureddine Zaza, (voir sa bio ma vie de Kurde)

Biroye Eske Teli (Ibrahim pasa, Eskizade Ibrahim). En fait eske et teli nom de son père et de sa mère. Son nom est ibrahim. Il est de la famille Esesori, il devrait être de la tribu Celali qui a un rôle central dans la révolte de l'Ararat. Il est nommé vali par Hoybun pour l'Agri. Il est révolte contre le gouvernement depuis 1926 en raison de pressions des gendarmes (qui veulent le forcer à joindre la répression contre seikh Said). En fait, il n'est pas d'une grande famille déjà agé au moment de la révolte 70 ans. (Alakom 1998 : 83). Combat avec succès contre les Russes (il coupe le chemin de fer) ces derniers ne parviennent pas à contrôler sa région. Il fuit pour échapper à un kaymakam corrompu et répressif. En 1932 son fils Davut aurait réuni 400 cavaliers pour reprendre le combat. (Alakom 1998 : 84). Il meurt en 1930 dans des circonstances peu claires.

Ferzende. Une figure de la révolte de l'Ararat. De la tribu Hasenan, il se joint à la révolte de sheih said en 1925 comme sa tribu (localisée Hinis etc.). Après la défaite de ce dernier il part en Iran avec 150 hommes. Combat avec les forces turques (en Iran ?) et il est blessé, son père tué (Alakom 1998 : 87).

Halis Öztürk (1889-1977). Chef de la tribu Sipki et fils d'Abdülmeçid Bey, un commandant d'un régiment Hamidiye (Alakom 1998 : 93). Il revient en Turquie après la révolte de l'Ararat en profitant d'une amnistie et prend comme nom de famille Öztürk...Après le coup d'Etat de 1960, il est emprisonné avec Abdül Melik Fırat (le petit-fils de seih Said).

Abdullah Cevdet est un intellectuel médecin kurde, qui passe d'une idéologie pan-ottomaniste à une idéologie nationaliste kurde à la fin des années dix. Opposé à la religion et lecture de Gustave le Bon et de F. Isnard (?). « bien après le comité Union et Progrès mais bien avant le kémalisme, l'intelligenstia kurde remplaça la religion et la révélation par le nationalisme et par le modernisme » (Bozarşlan 1991, page ? après note 80, tribus, confréries et intello...). Pour Bozarşlan, l'Etat kurde envisagé était largement de même nature que l'Etat turc kémaliste.

Cartes des révoltes avec la chronologie

Tableau des révoltes (à compléter)

Qui mobilise?	Motifs	durée	Extension géographique communautaire et	Répression	Moyens de l'insurrection
Kurdes Baban sous la direction d'Abdulrahman Pasa.		1806	Suleymaniye		
Mir Mehmet	Déclare l'indépendance en 1826	1812-1836	Fonde un gouvernement à Rawanduz. Kurdes Baban	militaire	30 000 hommes.
tribus nomades à Nahcivan et Hoy		1815	Beyazit, Van, tribus nomades à Nahcivan et Hoy		
bey Zaza		1820	Région Zaza		
(Behlül pasa à Beyazit, fait alliance avec les russes).	Les bey de ces régions échappent à la mobilisation contre les russes	1828	Rawanduz, Botan (Cizre), Hakkari		
Révolte communautaire		1830-33	Dans Sincar dagi Kurdes yezidi		
Serif Ahmet Han		1834	Bitlis		
L'émir de Kars	combat les armées ottomanes qui encerclent Botan	1836	Cizre	militaire	20 000 hommes
tribus		1839	District Garzan de Diyarbakir		
Mahmut pasa		1839	Sulemaniye		
Bedixan influence de Van jusqu'à Cizre.	Déclare l'indépendance en 1842.	1839-1847	Botan		
les Nestoriens se révoltent contre l'émir Bedixan	en raison des impôts.	En 1843	Nestoriens		
Osman pasa et Hüseyin Kenan pasa (fils de Bedixan) se révoltent.		1877-78	à Cizre, Midiyat et jusqu'à Hakkari	Contexte de guerre avec les russes	
Nakshbendi shaikh Ubeydullah		1880	Hakkari Semdinli	Répression en parallèle avec Iran	
Les fils de Bedixan,		1889	Erzincan	Négociation Ils	

Emin Ali et Mithat bey commencent une révolte à Erzincan (ils viennent de Trabzon).				son pardonnés et reviennent à Istanbul.	
Shaikh Selim avec son aide Selahattin Ali.		1912	Bitlis	Réfugiés au consulat russes de Bitlis et exécuté quand la guerre débute (et le consulat ferme).	
Révolte de tribus arabes (Mardin) et kurdes sous la direction de Bedixanli Hasan Süleyman, Halil, Ali Remo, Abdülrezzak Kamil		1912	Mardin Arabes et kurdes		
Mollah Selim commence une révolte avec l'appui des russes mais les autres tribus ne suivent pas		1913	Siirt et Bitlis		
Des tribus kurdes alevis,	Attaque de la résidence du <i>vali</i>	1916	Dersim	Armée, aide des zazas sunnites	
Tribu Midiayli, chef Ali Bati,	s'échappe de prison et part dans les montagnes. Tué dans un combat	1919	Mardin, Cizre Nusaybin, Savur Tribu Midiayli,	Bandit d'honneur pas d'affrontement direct	
Koçgiri leaders tribaux		1920	Dersim	Dispersé en quelques jours	Quelques centaines d'hommes
Nestoriens se révoltent, puis passent en majorité en Iran. Rôle du UK dans la révolte tension sur Mossoul jusqu'à la stabilisation de la	le vali et et des gendarmes tués.	1924 (12-28 septembre) Le 7 août	Hakkari Beytuysşebap, Çölemerik	militaire	fuite

frontière.					
<i>Shaikh Sait</i> et intellectuels nationalistes	Indépendance, causes économiques, refus de l'Etat.	1925 : 13 février - 31 mai	Elaziz, DYB, Mus, Sason etc. zaza sunni tribus: Tribu Koçuşagi, Tribu Batuan de Cizren Bileşki de Mazıdağı ont rejoint révolte de 1925 (<i>Aşiret Raporu : 219</i>).		De 3 à 10 000 hommes, pas d'organisation militaire
Raçotan et Raman deux tribus qui refusent de se laisser désarmer	le gouvernement tentait de désarmer les tribus	1925 9-12 août	Siirt-Sason-Diyarbakır Tribus Raçotan et Raman	La répression dure 5 jours	tribu
La tribu Koçuşagi se révoltent	Causes ? (elle avait déjà suivi <i>shaikh Said</i>)	1926 7 octobre 30 octobre	Tribu Koçuşagi		
La révolte de la tribu Zilan et Adiyân sous la direction de Yakup Ağa, Misto Halil et Yusuf	Causes ?	1926	Siirt tribu Zilan et Adiyân	Dersim,	
Ararat 1	incident tribal	1926 mai	Çengel, Şihlîsuyu (Ağrı)	Répression ponctuelle	
Mutki	refuse d'être désarmé	1926 mai 25 août	Bitlis Montagnes : Selaş, Kalmas, Kanîpirim, Karmelih, Arziyo	ponctuelle	
Ararat 2 tribus locales		1927 (13-20 septembre)	Ararat	tribal	
Sason	insécurité	1927-37	District de Sason	No man's land	
Bicar Tenkil	Suite <i>shaikh Sait</i> , insécurité	7 octobre 17 novembre	Silvan Hazro Ekil	ratissages	
Les tribus Ertusi, Güyan, Serefhan, Jirki, sous la direction des frères Nordüzlü Ebubekir et Lezki, Livinli Ismail Ağa, Shaikh Enver		1927 (un an)	Hakkari : tribus Ertusi, Güyan, Şerefhan, Jirki,	Aide de la tribu Pinyaniş sous la direction de Kerem Ağa au gouvernement .	
Tribu Mutki,	se révolte contre le gouvernement	1927 le 26 mai,	Bitli, Tribu Mutki	rapidement dispersée	

Asi Resul de la tribu Bucak		1929 22 mai 3 août	Eruh		
Les tribus Zilan et Bekiran se révoltent suite à un incident.	Incident ?	1929 deux semaines	Siirt (Eruh) tribus Zilan et Bekiran	Deux semaines de troubles	
Shaikh Abdülkadir	Frontière iranienne	1929 14-17 septembre	Iğdır Tendürük Tribu Sakan		
Non connu	insécurité	1930 le 20 mai 9 avril	Savur (Mardin)	Ratissage, désarmement	
Zeylan : Körhüseun Emin Paşa Bandits et tribus	Télégraphe coupé entre Beyazıt et Çaldıran	1930 20 avril début septembre	entre Beyazıt et Çaldıran Nord de Erciş	ratissage	
Ararat 3 Leaders tribaux Tribus Cibranlı, Mokorlu, Haydaranlı etc. Hoybun		1930 7-14 septembre		Opération militaire d'envergure, préparation pour tout le kurdistan,	Aide arménienne, iranienne,
Oramar voir Yalçın-Eckmann 1991	Lien avec Barzani	1930 16 juillet 10 octobre	Lieux : Oramar, Şemdinan, Şat		
Pülümür	Incident avec l'administration	1930 8 octobre 14 novembre	Elazığ		
tribu Buban	Refus de payer l'impôt	1934 (un an)	tribus Buban	Les survivants envoyés dans l'ouest.	
Dersim Tribus qui participent Haydaran, Yusufen, demenan, Kalan (en partie). Yukari Abbasan, Ferhadan, Karabalyan		1936-38	Dersim Ovacık, Koçan, şemkan, Mazgirt, Pülümür, Nazimiye Tribus qui participent Haydaran, Yusufen, demenan, Kalan (en partie). Yukari Abbasan, Ferhadan, Karabalyan	Massacres. Appui de la tribu Hozat.	

References

- 2000'e Doğru, 6 novembre, n° 46, 1988.
- Adam Karataş, *Şeih Said, Konya*, 1993.
- Ahmet Uçar, *Siyasi Sürgünler*, 2006.
- Akyüz K., « Türk Ocakları », *Bellekten*, L/196, pp. 2016228, 1986,
- Alakom, Rohat, *Hoybun Öörgütü*, Avesta, 1998.
- Andrews, Peter Alford, *Ethnic Groups in The Republic of Turkey*, Wiesbaden, 1989.
- Anschütz, Helga, *Christliche Gruppen in der Türkei*, in Andrews 1989.
- Arfa, Hassan, *The Kurds*, Oxford University Press, New York, 1966.
- Aşan, Aziz, *Şeih Said Ayaklanması*, İstanbul 1991.
- Aşiret Raporu*, Kaynak Yayınları, 1998.
- Aslan, Abdulrahman, *Samsun'dan Lozan'a Mustafa Kemal ve Türkler (1919-1923)*, Ankara, Doz Yayınları, 1991.
- Atay, Falih, Rifki, *Çankaya : Atatürk'ün Doğumundan Ölümüne kadar*, İstanbul, 1969, p. 449
- Aydemir, S.S., *İnkılap ve Kadro*, Ankara, Bilgi Yayınları, 1967.
- Aytepe, Oğuz (1998) « Kürdistan Teâli Cemiyeti », *Tarih ve Toplum*, Haziran, pp. 9-16
- Başgöz, İlhan, "The Meaning and Dimension of Change of Personal Names in Turkey", *Turcica*, XV, 1983, pp. 201-218.
- Bederkhan, S., *The Case of Kurdistan against Turkey*, s.n., Philadelphie, 1928.
- Behcet, Cemal, *Seikh Said Isyanı*, İstanbul 1955.
- Bent Hansen, *The Political Economy of Poverty, Equity and Growth, Egypt and Turkey, A World Bank Comparative Study*, World Bank, 1991.
- Beşikçi, İsmail, *Doğu Anadolu'unu Düzeni: Sosyo-Ekonomik ve Etnik Temeller*, Ankara E. Yayınları, 1969 et 1970.
- Beşikçi, İsmail, *Kürtler Mecburi İskânı*, Ankara, Komal, 1976.
- Beşikçi, İsmail, *Orgeneral Muğlalı Olayı, Otuzüç Kurşun*, Bilim Yöntemi, İstanbul, 1978.
- Beşikçi, İsmail, *Türk Tarih Tezi ve Kürt Sorunu*, Ankara, Komal Yayınları, 1977.
- Beysanoğlu, Şevket (2003) *Diyarbakır Tarihi Akkoyunlular'dan Cumhuriyete Kadar*, 2. Cilt, Ankara, Diyarbakır Büyükşehir Belediyesi Kültür ve Sanat Yayınları.
- Bozarıslan, Hamit (1991), 'Tribus, confréries et intellectuels: convergence des réponses kurdes au Kémalisme', in Vaner, Semih (ed.), *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran*, Paris, L'Harmattan, pp. 61-80.

- Bozarslan, Hamit (1993) 'La régionalisation du problème kurde', in Picard, Elizabeth (ed.), *La nouvelle dynamique au Moyen-Orient. Les relations entre l'orient arabe et la Turquie*, Paris, L'Harmattan, pp. 174-191.
- Bozarslan, Hamit (1994) 'États et mode de gestion du problème kurde', *Peuples méditerranéens*, 68-69, pp.185-214.
- Bozarslan, Hamit (1997) *La question kurde. États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Bozarslan, Hamit (2000) 'Research Guide: Kurdish Studies', *MERIA News* 3, URL: <http://meria.idc.ac.il/news/2000/00news3.html#Kurds>
- Bozarslan, Hamit, 'Quelques remarques sur le discours historiographique kurde en Turquie : 1918-1980', *Asien Afrika Latinamerika*, 29, pp. 47-71, 2001.
- Bozarslan, Hamit, "Kürd Milliyetçiliği ve Kürd Hareketi (1898-2000) in Bora (ed), *Milliyetçilik*, p. 841-870.
- Bozarslan, Hamit, "Messianisme et mouvement social: l'Évènement de Menemen en Turquie (1930)", *CEMOTI*, n°11, 1991.
- Bozarslan, Hamit, *Courants de pensée dans l'Empire ottoman (1908-1918)*, thèse EHESS, 1992.
- Bozarslan, Hamit, *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5 , Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document761.html>
- Bozarslan, Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2004.
- Bozarslan, Hamit, *Le problème national kurde en Turquie kémaliste*, mémoire EHESS, 1986.
- Bruinessen, Martin van, " The Ethnic identity of Kurds ", in Andrews Peter A. (ed.), 1989, pp. 613-621.
- Bruinessen, Martin van, "Aslini inkar eden haramzadedir!" The Debate on the Ethnic Identity of the Kurdish Alevis", in Kehl-Bodrogi, K. (ed.), *Syncretistic Religious Communities in the Near East*, Brill, 1997.
- Bruinessen, Martin van, "Nationalisme kurde et ethnicités intra-Kurdes", *Peuples Méditerranéens* (68-69), juillet-décembre 1994, pp. 11-37.
- Bruinessen, Martin van, *Agha, Shaikh and State*, London, Zed Books, 1992 (1978).
- Bruinessen, Martin van, *Mullas, Sufis and heretics : the role of religion in Kurdish society*, Isis Press, 2000.
- CEFAI Daniel, TROM Danny, (Eds.), *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris, EHESS, 2001.
- Chirguh, B. (Bederkhan, K.), *La question kurde*, Le Caire, 1930.
- Deringil, Selim (1991) « Legitimacy Structures in the Ottoman State: The reign of Abdülhamid II (1876-1909) », *IJMES* 23, pp. 345-359.
- Dersimi Nuri, *Hatiratim*, Stockholm, 1987, Ankara 1992.
- Dersimi, N., *Kürdistan Tarihinde Dersim*, Alep, 1952.
- Dorransoro, Gilles (2006) 'Les politiques ottomane et républicaine au Kurdistan à partir de la comparaison des milices Hamidiye et *korucu* : modèles institutionnels, retribalisation et dynamique des conflits., *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5 , Power, ideology, knowledge - deconstructing Kurdish Studies, URL : <http://www.ejts.org/document778.html>

Dorransoro, Gilles, « The autonomy of the political field. The resources of the Deputies of Diyarbakır (Turkey): 1920-2002 », *European Journal of Turkish Studies* [Online] , 3 | 2005 , Connection on 06 octobre 2011. URL : <http://ejts.revues.org/index477.html>

Duguid, Stephen (1973) « The Politics of Unity: Hamidian Policy in Eastern Anatolia », *MES*, vol IX, n°2, pp. 145-155.

Dündar, Fuat, *İttihat ve Terakki'nin Müsülmanları İskân Politikası (1913-1918)*, İletişim, 2001,

Dündar, Fuat, *Türkiye Nüfus Sayımlarında Azınlıkları*, Doz Yayınları, İstanbul, 1999.

Eberhard, Wolfram, « Nomads and Farmers in Southeastern Turkey : Problems of Settlement », *Oriens*, 1953, VI, pp. 32-50

Ekrem Cemil Pasa, *Muhtasar Hayatım*, Bruxelles, 1989.

Emin Karaca, *Ağrı Dağı Eteklerindeki Ateş*, İstanbul 1991.

Entessar, Nader, *Kurdish Ethnonationalism*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1992.

Forbes, Rosita, *Conflict Angora to Afghanistan*, London 1931 (chapitre 22).

Garo, Sasuni, *1930 Ararat İsyanı, Kürt Ulusal Haraketleri ve Ermeni Kürt İlişkileri*, Stockholm 1986.

Gellner, Ernst, *Legitimation of belief*, Londres, Cambridge University Press, 1981.

Georgeon, François, *Des Ottomans aux Turcs, naissance d'une nation*, İstanbul : Les Editions Isis , 1995.

Georgeon, François, *Les Foyers turcs à l'époque kémaliste (1923-1931)*, Louvain : Peeters , 1982.

GOFFMAN Erving, *Frame Analysis : an Essay on the Organization of Experience*, New York, Harper, 1974.

Göldas, Kürdistan Teali Cemiyeti

Goloğlu, Mahmut, *Devrimler ve Tepkileri (1924-1930)*, Ankara, Turhan Kitabevi, 1972.

Gurbey, Gulistan, "The Kurdish Nationalist Movement in Turkey Since the 1980s" in Robert Olson (ed.), *The Kurdish Nationalist Movement in the 1990s. Its Impact on Turkey and the Middle East*, Lexington, Kentucky, Univ. of Kentucky Press, 1996.

Hakim, Halkawt, "Les confréries au Kurdistan", in *Kurden*, collectif publié par le Museum für Volkerkunde, Vienne, 1992.

Hakim, Halkawt, *Confrérie des Naqshbandis au Kurdistan au XIX° siècle*, Thèse de doctort de troisième cycle, Paris IV, 1983.

Hasretyan, M. A. ; Ahmed M. Ciwan, *1925 Kürt Ayaklanması (Seikh Said Haraketi)*, Stockholm, 1985.

Hasretyan, M. A., *Ararat Bölgesindeki Ayaklanma, Türkiye'de Kürt Sorunu*, Berlin, 1995.

Hassanpour, Amir, "The Creation of Kurdish Media Culture" in P.G. Kreyenbroek and C. Allison (eds.), *Kurdish Culture and Identity*, London and New Jersey, Zed Books, 1996, p. 48-84.

Hikmet Kivilcimli, *İhtiyat Kuvvet : Milliyet (Sark)*, İstanbul, 1979. (l'auteur membre du parti communiste, détenu en 29 à Elazığ).

Himi, Refik, *Anılar, Şeyh Mahmut Berzenci Hareketi*, İstanbul 1995.

Hoybun, *Les massacres des Kurdes en Turquie*, Le Caire, 1928.

Ihami Aras, *Adim Sheih Said*, İstanbul 1992.

- Ihsan Nuri Pasha, *Ağrı Dağı İsyanı*, Aytekin Karakoç, 1993.
- Ismail Kaplan, *Türkiye'de Milli Eğitim İdeolojisi*, İletişim Yayınları, 1999.
- Jenkins J. Craig, Klandersmans Bert, (Eds.), *The Politics of Social Protests. Comparatives Perspectives on States and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.
- Jwaideh, Wadie, « The Kurdish National Movement : Its Origins and Development » (Ph.D. diss. Syracuse University, 1960).
- Kalafat, Yasar, *Sark Meselesi Isinda Seyh Said Olayi, Karekteri, dönemindeki İç ve Dis Olaylar*, Ankara, 1992.
- Karabekir, Kasım, *Kürt Meselesi*, İstanbul, Emre Yayınları, 1994.
- Karaer, İbrahim, *Türk Ocakları (1912-1931)*, Ankara, 1992, Ustel, Füsün, *Türk Ocakları*, th. de doctorat, Ankara, 1986 (nonpub.).
- Karpat, Kemal H., « The People's Houses in Turkey », *Middle East Journal*, XVII, 1963, pp. 55 et s.
- Karpat, Kemal, *Ottoman Population 1830-1914*, Ann Arbor, Michigan.
- Kemali, A., *Erzincan Tarihi*, s.n., İstanbul, 1930.
- Kieser Hans-Lucas, 'Le soulèvement du Koçgiri Dersim et la question indentitaire (1919-1921)', *Les Annales de l'Autre Islam*, n°5 1998.
- Kieser Hans-Lucas, «Muslim Heterodoxy and protestant utopia», *Die Welt des Islam* vol 41 n°1, March 2001 : 105
- Kieser, Hans Lucas, « Les Kurdes alévis face au nationalisme turc kémaliste. L'alévité de Dersim et son rôle dans le premier soulèvement truc contre Mustapha Kemal (Koçgiri, 1919-1921) », *MERA*, Amsterdam 1993.
- Kıran, Eyüp (2003) *Kürt Mılan Aşiret Konfederasyonu*, Elma.
- Klein, Janet (2002) *Power in the Periphery: The Hamidiye Light Cavalry and the Struggle over Ottoman Kurdistan, 1890-1914*, Unpublished PhD, Princeton University.
- Kodaman, Bayram (1987) *Sultan II. Abdulhamid Devri Doğu Anadolu Politikası*, Ankara, Türk Kültürü Araştırma Enstitüsü.
- Kral, von A.R., *Kamal Atatürk's Land: The Evolution of Modern Turkey*, Vienne-Leipzig, 1938.
- Kürkçüoğlu, Ömer, *Türk İngiliz İlişkileri (1919-1926)*, Ankara, Ankara üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, n° 411, 1978, pp. 253-334 ;
- Kushner, David, « The Place of the ulema in the ottoman Empire during the Age of Reform (1839-1918) », *Turcica*, 19, 1987, pp. 51-74.
- Kutlay, Naci (1981) *İttihat Terraki ve Kürtler*, İstanbul, Fırat Yayınları.
- Kutschera, Chris, *Le mouvement national kurde*, Flammarion, 1979.
- Maksudyan, Nazan, *Gauging Turkishness: anthropology as science-fiction in legitimizing racist nationalism (1925-1939)*, M.A. thesis, İstanbul, Bogazici University, 2003.
- Mango, Andrew, « Atatürk and the Kurds », *Middle Eastern Studies*, October, 1999.
- Massicard, Elise, *Le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980*, Institut d'Etudes Politiques de Paris, dir. Gilles KEPPEL, 2002.

McCarthy, J., Muslims and Minorities, *The Population of Ottoman Anatolia and the End of the Empire*, New York et Londres, 1983.

McCarthy, Justin, "Foundations of the Turkish Republic: Social and Economic Change", *Middle Eastern Studies*, vol. 19, n°2, April 1993.

McDowall, David (1996) *A Modern History of the Kurds*, London, Tauris.

Metin Toker, *Seikh Said ve İsyanı*, Ankara, 1968.

Nikitine, B, *Les Kurdes, Etude sociologique et historique*, Paris, Imprimerie Nationale, 1956.

Nurettin Zaza, *Ma vie de Kurde*, Lausanne, 1982.

Nuri Dersimi, Hatiratim, Stockholm, 1987, Ankara, 1992.

Olson, Robert, "The Creation of a Kurdish State in the 1990's?", *Journal of south Asian and Middle Eastern Studies*, vol XV, n° 4, summer, 1992.

Olson, Robert, "Five stages of Kurdish Nationalism: 1880-1980", *Journal Institute of Muslim Minority Affairs*, vol 12:2, July, 1991.

Olson, Robert, "The sheikh Saïd rebellion in Turkey in 1925: estimates of troops employed", *Turcica*, XXXIV, 1992.

Olson, Robert, « The Defeat of the Kurdish Revolt at Mt Ararat (1930) and the Role of the Turkish Air Force », *Kurdish Studies*, vol 7, n°1 et 2, 1994.

Olson, Robert, *The Emergence of Kurdish Nationalism and the Sheikh Said Rebellion, 1880-1925*, Univ. Texas Press, Austin, 1989.

Oran, Baskın, *Atatürk Milliyetçiliği: Resmi İdeoloji Dışı Bir İnceleme*, Ankara, Bilgi Yayınevi, 1996.

Orhonlu, Cengiz (1987) *Osmanlı İmparatorluğu'nda Aşiretlerin İskanı*, İstanbul, Eren Yayınları.

Osman Sebri, « Agri », *Hawar*, n°36, 1941.

Özer, Ahmet, *Modernleşme ve Güneydogu*, İmge Kitabevi Yayınları, 1998.

Özoğlu, Hakan, *Kurdish notables and the Ottoman state: evolving identities, competing loyalties, and shifting boundaries*, State University of New York, 2004.

Parla, Taha, *Türkiye'de Siyasal Kültürün Resmi Kaynakları Cilt 3: Kemalist Tek-Parti İdeolojisi ve CHP'nin Altı Ok'u*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1995.

Parmaksızoğlu, I, *Tarih Boyunca Kürt Türkleri ve Türkmenler*, Ankara, TAKE y., 1982.

Sarınay, Yusuf, *Türk Milliyetçiliğinin Tarihi Gelişimi ve Türk Ocakları 1912-1931*, İstanbul, 1994.

Scalbert-Yücel Clémence ; Le Ray, Marie, « Knowledge, ideology and power. Deconstructing Kurdish Studies », *European Journal of Turkish Studies* [Online] , 5 | 2006 , Online since 11 décembre 2009, Connection on 06 octobre 2011. URL : <http://ejts.revues.org/index777.html>

Scalbert-Yücel, Clémence (2006) 'Comment la langue kurde est devenue turque. Linguistique et dialectologie dans les universités turques.', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5 , Power, ideology, knowledge *Partiya Karkerên Kurdistan – deconstructing Kurdish Studies*, URL : <http://www.ejts.org/document771.html>

Scalbert-Yücel, Clémence,

Şeker, Nesim (2005), "Identity Formation and the Political Power in the Late Ottoman Empire and Early Turkish Republic," *Historia Actual Online*, No. 8, pp. 59-67.

Şeker, Nesim (2007), "Demographic Engineering in the Late Ottoman Empire and the Armenians," *Middle Eastern Studies*, 43:3, pp. 461-474.

Sigalas, Nikos and Toumarkine, Alexandre, « Ingénierie démographique, génocide, nettoyage ethnique. Les paradigmes dominants pour l'étude de la violence sur les populations minoritaires en Turquie et dans les Balkans », *European Journal of Turkish Studies* [Online] , 7 | 2008 , Online since 16 novembre 2009, Connection on 06 octobre 2011. URL : <http://ejts.revues.org/index2933.html>

Şimşir, Bilal N., *İngiliz Belgeleriyle Türkiye'de « Kürt Sorunu », (1924-1938)*, Şeih Sait, Ağrı ve Dersim Akalanmaları, Ankara, Dışişleri Bakanlığı Basımevi, 1975.

Şimsir, Bilal, *İngiliz Belgeleriyle Türkiye'de « Kürt Sorunu (192'-1938) Seih Said, Ağrı ve Dersim Ayaklanmaları*, Ankara, 1975.

Sönmez, M., *Doğu Anadolu'un Hikayesi (Ekonomik ve Sosyal Tarih)*, Ankara, Arkadaş, (s.d.) et Tuku, Ö, Kürdistan'da Türk Endüstrisi, İstanbul, Doz, 1991.

Sözer, *Diyarbakır Havzası*, Ankara, Université d'Ankara, 1969.

Tachau, Frank, « The Search of National Identity among the Turks », *Die Welt des Islams*, VIII, 1963, pp. 165-176.

Tejel, Jordi (2006) 'Les constructions de l'identité kurde sous l'influence de la 'connexion kurdo-française' au Levant (1930-1946)', *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue N°5 , Power, ideology, knowledge *Partiya Karkerên Kurdistan – deconstructing Kurdish Studies*, URL : <http://www.ejts.org/document751.html>

Tejel, Jordi (2007) *Le mouvement kurde en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban (1925-1946)*, Berne, Peter Lang.

Tejel, Jordi, "Background, Peak and Decline of Urban Mobilization in Iraqi Kurdistan During the British Mandate: Sulaimaniya, 1918-30," *Middle Eastern Studies*, Vol. 44, No. 4, July, pp. 537-552, 2008

Tilly, Charles, *Social Movements 1768-2004*, Londres, Paradigm Publishers, 2004.

Tôri [Kemal Işık] (2005) *Aşiretten Millet Olma Yapılanmasında Kürtler*, İstanbul, Doz Yayınları.

Tucker, William F., « A Study in Consolidation of a Developed Uninstitutionalized Nationalism and the Rise of Incipient (Kurdish) Nationalism », *Die Welt der Islams*, XVIII, 3-4 (1978), pp. 195-213.

Tuncay, M., *Türkiye Cumhuriyetinde Tek Partili Yönetimin Kurulması*, Ankara, Yurt Yayınevi, 1982.

Uğur, Mumcu, *Kürt –islam Ayaklanması*, 1919-1925, Ankara 1991.

Uluğ, N., *Tunceli Medeniyete Açılıyor*, s.n., İstanbul, 1938.

Wards, R.E., Rustow, D.A., *Political Modernization in Japan and Turkey*, Princeton, 1964.

White, Paul J., *Primitive rebels or revolutionary modernizers*, Zed Books, 2000.

Yalçın-Heckmann, Lâle "Ethnic Islam and Nationalism among Kurds in Turkey", in Tapper, Richard (ed.), 1994, p 103-120.

Yalçın-Heckmann, Lâle *Tribe and Kinship among the Kurds*, Peter Lang, Paris, 1991.

Yalçın-Heckmann, Lâle, "Kurdish Tribal Organization and Local Political Processes", in Andrew Finkel, Nükhet Sirman (eds), *Turkish State, Turkish Society*, London, New York, Routledge, 1990.

Yeğen, Mesut, "Türk Milliyetçiliği ve Kürt Sorunu" in Tanıl Bora (ed), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce IV: Milliyetçilik*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2002, p. 880-892.

Yeğen, Mesut, *Devlet Söyleminde Kürt Sorunu*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1999.

Zaza, Nurettin, *Ma vie de Kurde*, Lausanne, 1982.